

La légation d'Allemagne, la presse et les milieux de presse bruxellois entre 1887 et 1914

In: Revue belge de philologie et d'histoire. Tome 36 fasc. 2, 1958. Histoire (depuis la fin de l'Antiquité) — Geschiedenis (sedert de Oudheid). pp. 388-435.

Citer ce document / Cite this document :

Willequet Jacques. La légation d'Allemagne, la presse et les milieux de presse bruxellois entre 1887 et 1914. In: Revue belge de philologie et d'histoire. Tome 36 fasc. 2, 1958. Histoire (depuis la fin de l'Antiquité) — Geschiedenis (sedert de Oudheid). pp. 388-435.

doi : 10.3406/rbph.1958.2213

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rbph_0035-0818_1958_num_36_2_2213

LA LÉGATION D'ALLEMAGNE, LA PRESSE ET LES MILIEUX DE PRESSE BRUXELLOIS ENTRE 1887 ET 1914

Jusqu'à présent, l'histoire de la presse n'a tenté chez nous que des journalistes, ou des amateurs distingués. Domaine de l'hagiographie ou de l'anecdote, les nombreux livres commémoratifs, numéros jubilaires, mémoires et publications de toutes sortes apportent cependant des indications précieuses et indispensables. Les répertoires et, depuis 1885, les annuaires des associations de presse fourmillent de renseignements. Pour l'œuvre à édifier, les matériaux ne manquent pas.

Bien sûr, on peut se poser la question : jusqu'à quel point les journaux reflètent-ils l'opinion publique, et jusqu'à quel point l'influencent-ils ? Deux exemples, qui sont à vrai dire des cas-limites, nous viennent à l'esprit. Sait-on qu'en 1917, la *Belgique*, un des deux grands organes censurés de Bruxelles, tirait à 125.000 exemplaires ? ⁽¹⁾ Chacun pourra aussi confirmer cette remarque de M. P. Struye : sous la seconde occupation allemande, les journaux « volés » avaient maintenu ou augmenté leurs tirages d'avant-guerre ⁽²⁾. Après avoir ainsi constaté l'indépendance d'esprit du Belge... et son besoin de papier imprimé, disons que la presse est néanmoins, dans une mesure difficilement chiffrable, un important levier de l'opinion publique et, pour l'historien, la pierre de touche qui éprouvera le plus sévèrement son sens critique. Son œuvre gagnera en intérêt au fur et à mesure qu'il essayera de pénétrer derrière la surface des choses, en quête de ce qu'on appelle les « rouages secrets ». D'où venaient les capitaux qui présidèrent à la fondation de tel pério-

(1) GILLE, OOMS et DELANDSHEERE, *Cinquante mois d'occupation allemande*, Bruxelles, 1919, tome III, p. 567.

(2) P. STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Bruxelles, 1945, p. 45.

dique? Y eut-il transfert d'actions et orientation nouvelle à un moment donné? Le journal touchait-il des subventions extérieures ou même étrangères, destinées à l'encourager dans une politique déterminée? Qui se cache derrière tel pseudonyme, qui était correspondant de tel journal dans telle capitale, à une époque donnée? Que pensaient et que voulaient ces hommes, car en fin de compte, cette histoire que nous étudions a été du présent, un présent vécu, senti, ressenti et créé par des êtres humains, des êtres humains que nous devons comprendre et, dans la mesure du possible, faire parler.

Cette tâche énorme, notre intention n'est pas de l'entreprendre ni même de l'esquisser. Simplement, nous voudrions attirer l'attention des chercheurs sur une source inédite, qui vient de leur être ouverte depuis que les archives du Ministère allemand des Affaires étrangères ont bouclé le périple qui les a ramenées au bercail, dans les bâtiments tout neufs de l'Auswärtiges Amt, à Bonn.

Les Ministres d'Allemagne à Bruxelles s'occupaient beaucoup de notre presse. On peut même dire qu'il y avait là pour eux un sujet quotidien d'irritation ou de préoccupation. Dès le lendemain de 1830, nos feuilles catholiques faisaient parler d'elles à Berlin. A la veille du 10 mai 1940, l'Ambassadeur von Bülow-Schwante fatiguait encore M. Spaak de ses plaintes. L'histoire de nos relations avec l'Allemagne, entre 1830 et 1940, n'est qu'une suite toujours renouvelée d'incidents de presse, de protestations officielles, de démarches et d'explications. C'est dire que la correspondance des diplomates allemands doit nous intéresser au premier chef. Mais là encore, il importe que nous restreignions notre sujet. La politique extérieure, vue à travers les incidents de presse, est une chose ; ce qui nous concerne ici, ce sont les renseignements d'ordre purement documentaire, relatifs à nos journaux, que l'on peut trouver dans les rapports du représentant du Reich à Bruxelles. Bien entendu, le Ministre peut se tromper ; il a ses sources, bonnes ou mauvaises, qu'il cite rarement. Des données exactes voisinent avec des on-dit, des rcontars de salon. A nous de peser ces trouvailles. Quand le diplomate allemand nous assure qu'avant son rachat par Ernest Solvay, l'*Indépendance Belge* recevait du Gouvernement de Paris une subvention annuelle de 100.000 à 120.000 fr. (1), nous ne pourrons qu'enregistrer ;

(1) A.A. (Auswärtiges Amt) Belgien 53, Belgische Presse, vol. 5, Alvensleben à Hohenlohe, 26 janvier 1898.

mais quand il déclare que le correspondant du *Soir* à Berlin en 1912-1914 était « un Juif berlinois » (1), ou « un Francfortois qui se fait passer pour Américain ou Français » (2), nous serons amené à dire, après vérification, que René Feibelman était de nationalité américaine, et qu'il était né à Calais le 26 novembre 1885.

Nous allons donc puiser dans ces archives allemandes des données précises, les contrôler dans la mesure de nos moyens, les compléter quand ce sera possible. Le résultat sera bien fragmentaire. Aussi bien notre but est-il tout à fait modeste : poser quelques jalons. Cela étant acquis, nous tâcherons de répondre à la question suivante : ce Ministre du Reich à Bruxelles, toujours si prompt à se plaindre de nos journaux, qu'a-t-il fait pour remédier à cette situation, et n'a-t-il pas, lui aussi, tenté de les influencer ?

*
* *

Quand on parle de l'influence française sur nos journaux, le nom de l'*Indépendance Belge* vient de lui-même sous la plume. En 1887, année d'inquiétude et de tension, cet organe de réputation internationale devait donc particulièrement retenir les regards du Ministre d'Allemagne. Le journal avait connu maints avatars depuis sa naissance, mais il avait incontestablement, sous la direction d'Édouard Perrot (3), puis de Léon Bérardi (4), conquis un rare prestige et fait œuvre de pionnier dans le journalisme moderne (5). Bérardi avait pris sa haute direction en 1856 après avoir fondé une société anonyme qui aurait racheté tous les titres (6).

(1) A.A. *id. id.*, vol. 7, Flotow à Bethmann-Hollweg, 10 mars 1912.

(2) A.A. *id. id.*, Vol. 8, Below à Bethmann-Hollweg, 17 février 1914.

(3) E. Perrot, né à Bordeaux le 26 septembre 1808, racheta l'*Indépendance* en 1844, la vendit en février 1856, devint maire de St.-Laurent (Cher) et mourut le 29 novembre 1873. (Cfr. N. CONSIDÉRANT, *Notice sur la vie et les écrits d'Édouard Perrot*, Bruxelles 1875).

(4) Né à Marseille le 22 novembre 1817, Léon Bérardi entra à l'*Indépendance* en 1846, en devint directeur dix ans plus tard, l'abandonna à son fils Gaston en 1884 et mourut à Bruxelles le 20 avril 1897.

(5) R. FEIBELMANN : *L'évolution de la presse bruxelloise*, Bruxelles 1911, pp. 13-19 et A. SEYL : *Un journal belge centenaire : l'« Indépendance Belge »* (dans *Psyché*, numéro du Centenaire, Bruxelles 1931, pp. 143-155).

(6) R. FEIBELMANN : *op. cit.*, p. 17.

D'un libéralisme avancé sous l'Empire ⁽¹⁾, l'*Indépendance* se signala en 1870 par une francophilie qui entraîna des remous diplomatiques ⁽²⁾ et qui ne fit que s'accuser par la suite. Voici une précision fournie en mars 1888 par le comte Metternich ⁽³⁾ — le même diplomate dont on se rappelle qu'il devait, en 1912, perdre d'une façon très honorable pour lui le poste d'Ambassadeur à Londres :

« Par suite de la couleur toujours plus française de cette feuille, couleur qui n'a fait que s'accroître au cours des dernières années, quelques-uns des actionnaires belges appartenant au parti doctrinaire l'ont abandonnée en automne dernier : il s'agit entre autres du sénateur Montefiore et de M. Bischoffsheim ⁽⁴⁾, qui ont vendu leurs actions. La vassalisation française du journal daterait de ce moment. Bérardi junior ⁽⁵⁾ — le père s'étant retiré en 1884 — posséderait une grande partie des actions ; celles des capitalistes qui ont vendu leurs parts auraient été reprises par des mains françaises » ⁽⁶⁾.

(1) Pour les idées de Léon Bérardi, voir un de ses discours dans G. FREDERIX, *Souvenir du banquet offert à Victor Hugo par MM. Lacroix, Verboekhoven et Cie*, Bruxelles 1862, pp. 28-31.

(2) Sur ces incidents évoqués au Sénat, *Annales Parlementaires*, séance du 21 décembre 1870 et rapportés par E. BANNING : *L'Allemagne et la Belgique pendant et après la guerre de 1870*. Bruxelles, 1870, pp. 13-18, on trouvera une documentation neuve et intéressante dans A.A. Belgien I.A.B., *Affaires intérieures 1870 et 1871, passim*.

(3) Comte Paul Wolff-Metternich, né à Bonn le 5 décembre 1853, secrétaire à Vienne, Paris, Londres et Bruxelles, consul-général au Caire, Ministre de Prusse dans les Villes hanséatiques, Ambassadeur à Londres de 1901 à 1912. Décédé le 29 novembre 1934.

(4) Georges Montefiore Lévi, né à Streatham (Londres) le 8 février 1832. Financier, industriel, philanthrope, sénateur libéral de Liège, décédé à Bruxelles le 24 avril 1906. - Quant à Bischoffsheim, il ne s'agit évidemment pas de Jonathan-Raphaël, mort en 1883, mais de son fils Ferdinand-Raphaël (1837-1909), financier, sénateur libéral de Bruxelles de 1883 à 1888. Notons qu'en 1870, Banning (*op. cit.* p. 15) écrivait que les trois-quarts des actions de l'*Indépendance* étaient françaises et le dernier quart allemand. Le rapprochement s'impose : sans aucun doute, il fait allusion au vieux Baron Bischoffsheim, dont la part aurait donc été transmise, par héritage, en 1883, à son fils Ferdinand et à son gendre Montefiore.

(5) Gaston Bérardi, né à Bruxelles le 28 octobre 1849, décédé à Paris le 30 juin 1929. Cfr. G. HARRY : *Un grand citoyen franco-belge : Gaston Bérardi (Le Flambeau du 30 novembre 1929, pp. 229-258)*.

(6) A.A. Belgien 54, *Belgische Journalisten*, Metternich à Bismarck, 31 mars 1888.

La suite de ce même rapport précise que, dans les colonnes de l'*Indépendance*, les affaires allemandes étaient particulièrement traitées par « un certain Kufferath, un renégat allemand, dont le père serait né à Cologne » ⁽¹⁾, et les lettres d'Angleterre rédigées par « un M. Harry » ⁽²⁾, tandis qu'« un député français et rédacteur de la *République Française* s'occuperait des choses d'outre-Quévrain » ⁽³⁾. Tardieu ⁽⁴⁾, « le Français Behaeghel » ⁽⁵⁾ et M. Hébrard, « frère du sénateur et directeur du *Temps* » compléteraient l'équipe.

Ce changement intervenu, au cours de l'automne de 1887, dans les bases financières du grand quotidien bruxellois se trouve confirmé par un autre rapport de Metternich. L'informateur du chargé d'affaires allemand mérite pleine considération, puisqu'il n'est autre que le Baron Lambermont. Le secrétaire général annonça tout de go à

(1) Le père de Kufferath était né, en réalité, à Mülheim en Westphalie. Il s'était installé tout jeune à Bruxelles, où Maurice Kufferath était né le 8 janvier 1852. Musicologue de valeur, membre de l'Académie, directeur de la Monnaie, Kufferath devait mourir le 8 décembre 1919. Sa collaboration à l'*Indépendance*, de 1875 à 1901, est confirmée dans sa notice par L. SOLVAY (*Annuaire de l'Académie Royale*, 1924, p. 192). Voir aussi l'*Indépendance Belge* du 9 décembre 1919.

(2) Gérard Harry, écrivain, mémorialiste, né à Paris en 1856, décédé à Bruxelles le 17 novembre 1931. Rédacteur, puis directeur à l'*Indépendance*, fondateur en 1894 du *Petit Bleu* qu'il quitta en 1908, puis collaborateur de divers journaux belges et français.

(3) D'après une intéressante brochure anonyme, intitulée *Presse* et classée dans A.E.B. (Archives du Ministère des Affaires étrangères), série noire des Papiers Lambermont, tome I, pièces diverses, fin 1889 mais reflétant la situation au 1^{er} avril 1887, les services parisiens de l'*Indépendance* auraient été assurés par Gaston Bérardi (installé à demeure dans la capitale française), Bourde, rédacteur au *Temps*, Joseph Reinach (1856-1921, député des Basses-Alpes, ancien chef de cabinet de Gambetta, directeur de la *République Française* de 1885 à 1893) et Jules Claretie (1840-1913), administrateur de la Comédie française, qui aurait rédigé tous les quinze jours la chronique signée « Mab ».

(4) Charles Tardieu, né à Bruxelles le 9 février 1838 et y décédé le 17 janvier 1909, journaliste, critique musical, co-directeur de l'*Indépendance*, membre de l'Académie Royale.

(5) Une enquête à l'état-civil, pas plus que des lettres à d'éventuels descendants n'ont pu nous éclairer sur ce personnage. Son existence est pourtant confirmée dans la brochure *Presse* que nous venons de citer ; il y est qualifié d'« ancien sous-préfet de l'Empire, officier de la Légion d'honneur, rédacteur au *Nord* et à l'*Indépendance* » (p. 3).

Metternich que l'*Indépendance* venait de passer en mains françaises :

« Soit par un subside, soit par une contribution aux frais, le gouvernement français s'y est assuré une influence prépondérante, et le journal est en partie directement rédigé dans les bureaux du quotidien *La République Française*. Le Baron Lambermont caractérisa l'*Indépendance* par ces mots : « Elle est devenue le *Nord* français » ⁽¹⁾, et il ajouta sans détours que le Gouvernement de Paris utilisait ce journal pour des publications qu'il hésitait à faire passer dans la presse française »

Non sans finesse et sur un ton que l'on devine ironique, Metternich rétorqua que la liberté de la presse lui semblait donc plus large encore en Belgique qu'en France ! Il évite, conclut-il, d'aborder ces questions avec les autorités belges, mais outre Lambermont le Prince de Chimay ⁽²⁾ lui-même lui en a parlé, comme pour bien lui faire sentir qu'il ne faut pas prendre au sérieux cette presse qui n'a de belge que le nom ⁽³⁾.

Quant à l'*Étoile Belge*, rapporte Metternich, on dit qu'elle aurait été jadis à la solde des Orléans ⁽⁴⁾, mais qu'elle « préférerait aujourd'hui l'or républicain ». Le diplomate allemand n'avance, il est vrai, cette affirmation que sur un ton dubitatif ; ce quotidien, dit-il, a un fort tirage, et il pourrait se passer de cette aide extérieure ⁽⁵⁾.

Malgré les efforts de Lambermont pour minimiser les choses, une tension naissait entre la Belgique et l'Allemagne à propos de nos journaux. La *Post*, reproduite par la plus qu'officielle *Norddeutsche Allgemeine* ⁽⁶⁾

(1) Sur cet organe de la chancellerie russe, qui fut dirigé à Bruxelles par Franceschi (né à St-Petersbourg, le 25 juillet 1848, parti pour une destination inconnue en 1911), et rédigé par Behaeghel et Max Guttenstein (Neuzedlixh, 23 mars 1836- Bruxelles, 24 juin 1892) voir *passim* les vols. 1 à 5 de la collection A. A. Belgische Presse.

(2) Joseph, Prince de Caraman-Chimay, né à Ménars (Loir-et-Cher) le 9 octobre 1836, Ministre des Affaires étrangères le 26 octobre 1884, décédé en fonctions à Bruxelles le 29 mars 1892.

(3) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 3, Metternich à Bismarck, 17 février 1888.

(4) Le fait est exact. Voir R. FEIBELMANN : *op. cit.*, p. 23 et surtout l'article de Boghaert-Vaché dans l'*Étoile Belge*, numéro anniversaire du 20 décembre 1925.

(5) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 1, Metternich à Bismarck, 28 septembre 1887.

(6) *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 4 mars 1888. Sur le caractère presque officiel de cette feuille, voir la remarquable monographie de J. Boehmer : *Die D.A.Z. Beiträge zu ihrer Entstehung und Entwicklung* dans *Zeitungswissenschaft*, numéros d'avril à juillet 1926.

et suivie par la *Kölnische Zeitung*, reprochait à l'ensemble de la presse belge sa francophilie unilatérale. Le Baron Greindl ⁽¹⁾, notre Ministre à Berlin, écrivait dans une lettre personnelle au secrétaire général :

« ... il n'est pas douteux un instant que l'article (de la *Kölnische Zeitung*) a été écrit à la Chancellerie et contient à notre adresse un avertissement sévère, d'autant plus sérieux qu'il est mérité... Il est grand temps de faire quelque chose.... » ⁽²⁾.

C'est le moment que choisissait la *Réforme* pour saluer à sa façon l'avènement de Guillaume II : selon elle, le jeune Empereur était un soudard brutal qui s'adonnait à tous les vices ! ⁽³⁾.

Le problème était préoccupant, et les responsables allemands le posaient avec objectivité. Qu'elles fussent soudoyées ou non, les feuilles radicales de Bruxelles avaient leurs raisons pour traiter avec partialité les événements de France et d'Allemagne ; pour accorder, dans le meilleur des cas, trois colonnes à la première et reléguer la seconde dans un entrefilet voisin des petites annonces. Mais d'autres journaux libéraux, le *Précurseur* et la *Flandre libérale*, ou conservateurs comme le *Journal de Bruxelles*, bien disposés à l'égard de l'Allemagne, présentaient le même déséquilibre. Selon Alvensleben ⁽⁴⁾, qui venait d'inaugurer sa mission à Bruxelles, ces journaux seraient heureux de recevoir des informations plus exactes sur l'Allemagne, s'ils savaient seulement où les prendre :

« Les moyens financiers de ces peu importantes feuilles belges ne leur permettent pas d'avoir un correspondant en Allemagne, ni même d'engager dans leur rédaction un traducteur des feuilles d'outre-Rhin. »

(1) Le Baron, puis Comte Jules Greindl, né à Mons le 7 septembre 1835 (et non pas le 12 avril comme l'indique la *Biographie Coloniale*, tome III), décédé à Forest le 1^{er} septembre 1917, secrétaire général de l'A.I.A. en 1876, Ministre à Madrid, Mexico, Lisbonne, enfin à Berlin de 1888 à 1912, Ministre d'État en 1907 ; le représentant le plus considérable et le plus respecté de notre diplomatie d'avant 1914.

(2) A.E.B. Papiers Lambermont, série noire, vol. III. Greindl à Lambermont, 19 juin 1888.

(3) *La Réforme* du 16 juin 1888.

(4) Friedrich-Johann von Alvensleben, né à Erxleben le 9 avril 1836 et y décédé le 16 septembre 1913, fut Ministre à Darmstadt (1879), à La Haye (1882), à Washington (1884), à Bruxelles (1888-1901), enfin Ambassadeur à Saint-Petersbourg (1901-1905).

Les nouvelles de Paris viennent à flot, facilement et sans frais exagérés ; cette situation s'est encore aggravée, depuis qu'il y a une ligne téléphonique entre les deux capitales. Les appréciations sur l'Allemagne, les nouvelles d'Allemagne elles-mêmes sont signées Havas ! ⁽¹⁾.

A la vérité, le représentant d'Havas-Reuter était solidement établi à Bruxelles. Il avait signé avec nos journaux des contrats portant sur un nombre variable d'années, qui leur assuraient le service télégraphique et téléphonique de toutes les nouvelles générales. Son monopole dans ce domaine était difficilement ébranlable. Voici, à titre documentaire, ce que coûtait aux principaux journaux bruxellois cet abonnement annuel : *Journal de Bruxelles* et *Étoile Belge* : 14.000 fr. ; *Indépendance* : 18.000 fr. ; *Patriote* : 10.000 ; *Courrier de Bruxelles* et *Réforme* : 8.000 ; *Chronique* et *Gazette* : 6.000 ; quant aux feuilles de province, leurs abonnements variaient entre 1.200 et 6.000 fr. par an. ⁽²⁾. Des contrats d'annonces venaient s'y ajouter, ce qui permettait, semble-t-il, de fixer les contrats de nouvelles au plus juste prix. Là encore, l'Allemagne se prétendait défavorisée, le volume des annonces françaises en Belgique étant bien plus considérable ⁽³⁾.

Bruxelles et Berlin se renvoyèrent la balle pendant de longs mois. Lambermont et Greindl estimaient que cette lacune, il appartenait à l'Allemagne de la combler. Pourquoi Wolff ne fondait-il pas une succursale à Bruxelles ; le déficit, aisément prévisible, pourrait être comblé par le fonds des reptiles ⁽⁴⁾. A la Wilhelmstrasse, on attendait au contraire que le Gouvernement belge lui-même crée ou patronne une agence, entreprise que le Baron Lambermont jugeait impraticable pour toutes les raisons : budgétaires, matérielles et morales. Wolff n'obtiendrait-il pas le même résultat en désignant à Bruxelles un simple correspon-

(1) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 2, note du 14 décembre 1887 et vol. 4, Alvensleben à Bismarck, 20 juin 1888.

(2) A.E.B. Papiers Lambermont, série noire, vol. I, pièces diverses, note rédigée en juin 1889 par Georges Nieter. Ce Nieter (Gand, 25 juillet 1857- Selzaete, 21 février 1915) n'est autre que le malheureux qui devait se déshonorer quelques mois plus tard en volant un mémoire secret de Banning pour le remettre à son ami Foucauld de Mondion.

(3) A.E.B. Papiers Lambermont, série noire, vol. I, pièces diverses. Greindl à Lambermont, 3 mai 1889.

(4) Cette pittoresque expression désigne les fonds secrets de Bismarck.

dant ? ⁽¹⁾. Notre documentation en reste là, et il semble qu'un agent de Wolff ne se soit installé en Belgique que de longues années plus tard ⁽²⁾. En réalité — et nous anticipons ici sur les conclusions de cette étude — on ne voit pas que l'Allemagne ait jamais estimé utile de s'imposer de gros frais pour sa propagande en Belgique. Toujours prompt à s'irriter de la prépondérance de Paris, il lui apparaissait sans doute qu'une contre-offensive eût exigé des moyens énormes, et cela en vue d'un résultat très aléatoire.

En attendant — revenons en 1888 — un certain palliatif se présentait. L'actif Albert de Bary ⁽³⁾, agent du Norddeutscher Lloyd et personnalité considérable de la colonie allemande d'Anvers, s'offrait à passer aux journaux, tant catholiques que libéraux, des articles qui seraient rédigés à l'Auswärtiges Amt et qui lui seraient transmis par le consul général d'Allemagne à Anvers ⁽⁴⁾. Quelques articles furent ainsi donnés au Baron de Haulleville ⁽⁵⁾, qui se déclara très satisfait et disposé à en publier toutes les semaines dans son *Journal de Bruxelles* ⁽⁶⁾, ainsi qu'au *Précurseur* d'Anvers, où ils parurent notamment les 11 et 13 novembre 1888. Mais le consul général d'Allemagne ne tarda pas à prendre peur : l'origine de ces articles ne manquerait pas d'être tôt ou tard connue, lui-même serait compromis, et il n'en résulterait que du dommage pour le but que l'on se proposait d'atteindre. Il suggéra donc que la Wilhelmstrasse suspende ses envois. Et en marge de son rapport,

(1) A.E.B. Papiers Lambermont, série noire, vol. I. Greindl à Lambermont, 18 août et 26 septembre 1888, Lambermont à Greindl, 9 novembre 1888, Greindl à Lambermont, 20 novembre 1888 et 3 mai 1889, Lambermont à Greindl, 25 juin 1889.

(2) La première mention d'un représentant de Wolff apparaîtra dans un rapport de Wallwitz à Bülow, le 30 décembre 1907. Voir aussi Patris : *Annuaire illustré de la presse belge*, Bruxelles, 1908, p. 177.

(3) Albert de Bary, né à Barmen le 26 mars 1847, agent du Norddeutscher Lloyd et consul d'Italie à Anvers, chef d'une opulente dynastie germano-anversoise qui comprenait son frère, ses deux fils et son gendre von Mirbach. Rayé en juin 1924 des registres de l'état-civil. Décédé à Amsterdam en décembre 1929.

(4) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 2, consul général à Bismarck, Anvers 6 janvier 1888.

(5) Prosper de Haulleville (Luxembourg 23 mai 1830 - Bruxelles 28 avril 1898), vigoureux publiciste catholique, dirigea en effet le *Journal de Bruxelles* de 1876 au 31 décembre 1890.

(6) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 4, Alvensleben à Bismarck, 29 juillet et 4 août 1888.

un laconique « ja » consacra la fin de cette collaboration bénévole de l'Auswärtiges Amt à la presse belge ⁽¹⁾.

Au premier coup de semonce de la *Norddeutsche Allgemeine*, Gaston Bérardi n'avait répondu, selon Metternich, que par des « grossièretés journalistiques » ⁽²⁾, et le diplomate allemand remarquait que la presse belge en général avait adopté, par son silence, une attitude passive lui permettant de cacher à son public la « corruption » qui rongait une partie de nos journaux. Mais quand l'officieux de la Wilhelmstrasse revint à la charge quelque temps plus tard, et sur un ton alarmant ⁽³⁾, plusieurs quotidiens belges, tout en protestant contre les attaques dont notre pays était la victime, reconnurent qu'une solution devait être trouvée à bref délai. La Belgique en retirerait un double profit : sa presse serait mieux informée sur les choses d'outre-Rhin et, par la même occasion, les attaques des journaux allemands cesseraient ⁽⁴⁾.

Le Comte d'Alvensleben pensa donc que le moment était bien choisi pour aller trouver M. Beernaert, chef du Cabinet. Ne convenait-il pas que la presse belge soit mise à même de recevoir ses nouvelles télégraphiques concernant l'Allemagne d'une façon plus directe et plus objective que par l'agence Havas ? Le Baron Greindl, négociateur bienveillant et adroit, n'était-il pas tout désigné pour amorcer un arrangement ? Le Gouvernement catholique lui-même ne pourrait-il pas trouver, « dans les ressources fournies par son parti », les moyens d'entretenir un correspondant régulier qui aurait d'autre part, dans la personne de Greindl, un conseiller et un appui de grande valeur ? Ces constantes déformations dont la presse belge rendait coupable bien souvent malgré elle, provoquaient outre-Rhin des réactions qui finiraient par ternir les relations entre nos deux pays. Tels furent les arguments développés par Alvensleben. Le Ministre belge promit de réfléchir sérieusement à la question ⁽⁵⁾.

Quinze jours étaient à peine écoulés que Beernaert rappelait au di-

(1) A.A. *id. id.*, vol. 5, consul général à Bismarck, Anvers 17 novembre 1888.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 4, Metternich à Bismarck, 31 mars 1888. Cfr. *Indépendance Belge* du 5 mars 1888.

(3) *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 6 juillet 1888.

(4) Entre autres *Journal de Bruxelles* du 10 juillet, *Précurseur* des 5, 10, et 16 juillet, *Escaut* des 8, 10 et 13 juillet 1888.

(5) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 4, Alvensleben à Bismarck, 19 juillet 1888.

plomate allemand leur entretien sur les rapports télégraphiques directs entre Berlin et Bruxelles et l'installation d'un correspondant belge régulier ; il lui annonçait que des instructions dans ce sens avaient été données à Greindl ⁽¹⁾.

Alvensleben n'en apprit sans doute jamais davantage. Un rapprochement dut s'opérer dans son esprit lorsqu'il lut bientôt, dans divers quotidiens belges, des correspondances alertes, sympathiques au Reich mais promptes à défendre les intérêts belges quand il le fallait — des correspondances prises sur le vif et non plus compilées, comme auparavant, dans une salle de rédaction bruxelloise.

La solution de ce petit mystère, nous l'avons trouvée dans les archives de nos Affaires étrangères. Elle tient dans un seul nom : celui de Victor Gantier ⁽²⁾. Louis Hymans a conté la manière pittoresque dont ce fonctionnaire en rupture de dossiers fit ses débuts dans le journalisme vers 1870 ⁽³⁾. Bientôt distingué par Frère-Orban, qui lui alloua une indemnité sur les fonds secrets, il s'installa dans la capitale allemande et rendit, selon Thomson ⁽⁴⁾, d'« immenses services » à Léopold II au moment de la Conférence de Berlin. Gantier était de ces Belges, nombreux à l'époque et parmi les plus éminents, qui conciliaient un chatouilleux patriotisme avec une confiante admiration pour l'Allemagne. Les livres qu'il publia, les articles qu'il inséra dans la presse libérale entre 1870 et 1903, le dévouement dont il fit preuve au profit direct de Léopold II et à celui du Gouvernement mériteraient une étude plus approfondie. Qu'il nous suffise de dire ici qu'au moment même où une nouvelle tension naissait entre la Belgique et l'Allemagne, où Metternich et Alvensleben attiraient sérieusement l'attention de la rue de la Loi sur la partialité de notre presse, Victor Gantier, revenu en Belgique depuis trois ans, demandait audience au Prince de Chimay et lui annonçait son prochain départ pour Berlin. On demanda l'avis du Baron Greindl, et ce dernier répondit que Gantier pourrait être utilisé de deux manières :

« 1) En empêchant dans la mesure du possible, par ses relations personnelles avec les journalistes allemands, les attaques contre

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 4, Alvensleben à Bismarck, 4 août 1888.

(2) Victor Gantier, journaliste à l'*Écho du Parlement*, au *Précurseur*, à la *Gazette*, au *Matin* d'Anvers. Né à Courtrai le 7 décembre 1840, décédé à Berlin le 26 janvier 1904.

(3) L. HYMANS : *Types et Silhouettes*, Bruxelles, 1877, pp. 219-223.

(4) R. S. THOMSON : *Fondation de l'E.I.C.* Bruxelles 1933, p. 177.

la Belgique et en y répondant, si néanmoins ces attaques se produisent ;

2) En adressant aux journaux belges des correspondances bienveillantes pour l'Allemagne, qui lavent notre presse du reproche trop mérité de partialité pour la France » (1).

Ce second point semblait essentiel à notre diplomate, et Gantier se vit donc allouer, par la Légation de Belgique à Berlin, un subside annuel de 4.000 fr. dont il bénéficia jusqu'à sa mort en 1904. On déformerait la vérité en disant que nos Affaires étrangères ont secrètement rétribué un journaliste, à seule fin de pouvoir opposer ses correspondances bienveillantes aux éternels reproches de la Chancellerie allemande. En réalité, ces articles dans le *Précurseur*, la *Gazette* et le *Matin* d'Anvers, Gantier les eût publiés de toute façon. A une ou deux reprises, son zèle dut être stimulé dans un certain sens, refréné dans un autre (2) ; mais dans l'ensemble, il prodigua ses efforts, par contacts personnels avec l'Auswärtiges Amt, avec les agences de presse et avec des journalistes amis pour défendre dans toutes les circonstances les intérêts belges et congolais, assumant ainsi, avant la lettre, le rôle d'un attaché de presse à notre Légation et méritant les éloges de son chef, le Baron Greindl.

Du côté des feuilles libérales, le Gouvernement belge s'était tiré avec adresse de cette situation désagréable. Quant à la presse conservatrice, les relations étroites avec le *Journal de Bruxelles* permirent souvent d'utiliser ce quotidien d'une manière efficace : publication de démentis, utilisation d'articles allemands traduits par les bureaux du Ministère, voire éditoriaux anonymes rédigés par le directeur général Léon Arendt (3).

*
* *

Cette tourmente apaisée, il s'écoula quelque temps avant que le Ministre d'Allemagne ne donne au Chancelier de nouveaux détails sur la

(1) A.E.B. Dossier 11.018. Correspondance confidentielle avec Berlin. Greindl à Chimay, 30 juin 1888.

(2) Sympathies trop marquées en faveur des Boers ; intérêts belges parfois négligés au profit des intérêts congolais. Cfr. A.E.B. *id.* Greindl à Favereau, 5 mars 1901.

(3) Léon Arendt, né à Louvain le 15 février 1843, décédé à Bruxelles le 5 décembre 1924, directeur général de la Politique de 1896 à 1912. Voir un exemple parmi d'autres dans A.E.B. Collection Indépendance-Neutralité-Défense militaire, vol. VII, article d'Arendt minuté le 17 janvier 1906, paru dans le *Journal de Bruxelles* du 19.

presse bruxelloise. Le premier rapport digne d'être retenu se place en 1897 ; il émane du chargé d'affaires Groeben ⁽¹⁾ et il est consacré au *Soir*. Retenons la date, puisqu'aussi bien certaines appréciations, peut-être justifiées à l'époque, pourraient surprendre aujourd'hui. Le *Soir* est vieux de dix ans, écrivait Groeben, et il se révèle une excellente affaire commerciale. Son succès est constant et assuré, mais son influence politique est nulle : il a pour seul souci de « miser adroitement sur les instincts de la masse ». Ses 90.000 exemplaires sont pour la plupart distribués gratuitement dans tous les ménages, mais ils n'y dépassent pas, d'habitude, le sous-sol où séjourne le personnel domestique. Le journal n'a pas « d'attaches françaises », bien qu'il y ait des Français dans sa rédaction. Et, après quelques remarques peu originales sur Émile Rossel ⁽²⁾, d'Arsac ⁽³⁾, Edmond Patris ⁽⁴⁾ et Lucien Solvay ⁽⁵⁾, Groeben énumérait les principaux collaborateurs : Alphonse Carpentier ⁽⁶⁾, Emmanuel Vossaert (« Candide ») ⁽⁷⁾, Camille Roussel (« Grillon ») ⁽⁸⁾, Joe Diericx de ten Hamme ⁽⁹⁾, Jules Lejeune (« Jean de Nivelles ») ⁽¹⁰⁾, J. B.

(1) Unico, Comte von der Groeben, né le 18 avril 1861. Conseiller d'Ambassade à Paris en 1905, mis en disponibilité comme Ministre plénipotentiaire en 1913, décédé dans son domaine de Neudörfchen, district de Marienwerder (Prusse orientale).

(2) Émile Rossel, fondateur du *Soir*, né à Mons le 23 septembre 1844, décédé à Ixelles le 25 août 1915, après avoir cédé en 1912 la direction du journal à son fils.

(3) Auguste Cauvin, dit d'Arsac, né dans les environs de Nice le 4 mars 1856, entra très tôt au *Soir* où il signait « Piccolo », rédacteur en chef jusqu'à sa mort à Paris le 28 mai 1937.

(4) Edmond Patris, né à Bruxelles le 31 mai 1866, chef des services d'information du *Soir*, correspondant du *Matin* et du *Daily Telegraph*, décédé à Royat le 6 juillet 1928.

(5) Lucien Solvay, né à Bruxelles le 7 octobre 1851, écrivain, collaborateur de nombreux journaux bruxellois, décédé le 16 août 1951.

(6) A. Carpentier, né à Bruxelles le 20 février 1869, journaliste, sénateur, échevin de l'Instruction publique de Saventhem, décédé le 17 avril 1934.

(7) E. Vossaert, né le 6 juin 1859, chroniqueur hebdomadaire du *Soir* sous le pseudonyme de « Candide », décédé le 26 novembre 1944.

(8) Camille Roussel, né à Bruxelles le 24 avril 1873, collaborateur de divers journaux avant 1914. Nous perdons sa trace en 1948, date à laquelle il quitta son domicile d'Anvers pour s'établir en Angleterre.

(9) Joe Diericx de ten Hamme, journaliste, né à Yvoir le 1^{er} août 1823, décédé à Ixelles le 11 mai 1895.

(10) Un Henri Lejeune, *alias* « Jean de Nivelles », figure dans la liste des pseudony-

De Snerck (« Petitjean » ou « Yves ») ⁽¹⁾, Léon Chomé (« Wodan ») ⁽²⁾ et Samson Lippert (« Samson ») ⁽³⁾.

Arrêtons-nous à ce personnage, puisqu'aussi bien nous aurons à en reparler, et que Groeben lui-même le juge digne d'occuper toute la fin de son rapport. Ce Lippert, Luxembourgeois « mais » très bien disposé pour l'Allemagne, mériterait toute confiance. Outre son travail au *Soir*, il venait de prendre la représentation régulière de la *Kölnische Zeitung* à Bruxelles ; son rôle consisterait principalement, d'ailleurs, à recevoir les communications téléphoniques de Paris et à les transmettre à Cologne par la même voie. Enfin — mais ici, on a l'impression que Groeben s'en est laissé conter — Lippert avait promis d'exercer au *Soir* une influence germanophile ⁽⁴⁾.

Trois mois plus tard, Alvensleben rapportait qu'un changement venait de se produire à l'*Indépendance*. La société dissoute avait fait place à une nouvelle société du même nom, et la plus grande partie des actions serait devenue la propriété du sénateur Ernest Solvay ⁽⁵⁾. Après un rapide portrait du grand chimiste, sociologue et industriel, après des considérations sur son mécénat et des remarques sceptiques sur le succès qu'il semblait se promettre en utilisant son journal en faveur d'une large alliance des partis anticléricaux, Alvensleben poursuivait :

« L'achat de cette feuille par Solvay a écarté d'elle une banqueroute qui semblait assurée. Depuis des années déjà, le nombre de ses abonnés était en constante régression, surtout en Belgique ;

mes de G. GARDET : *Annuaire Général de la Presse belge*, Bruxelles 1910, p. 100. Nous n'avons rien trouvé plus précis.

(1) J. B. De Snerck, décédé à Bruxelles le 10 septembre 1933 dans sa 70^e année, avocat, chargé au *Soir* d'une chronique judiciaire hebdomadaire.

(2) Léon Chomé (Mons 17 avril 1863-Bruxelles 4 janvier 1911), officier, puis journaliste, ami et collaborateur de Brialmont, directeur de la *Belgique Militaire* de 1896 à sa mort.

(3) En réalité Jean-Baptiste Lippert, né à Bertrange (G.-D. de Luxembourg) le 18 octobre 1864, installé à Bruxelles fin 1891, décédé à Schaerbeek le 11 février 1938.

(4) A.A. Belgen 53, Belgische Presse, vol. 5, Groeben à Hohenlohe, 30 septembre 1897.

(5) Ernest Solvay était né à Rebecq le 16 avril 1838 et mourut à Bruxelles le 26 mai 1922. Il conserva, en effet, une part prépondérante à l'*Indépendance* jusqu'à son décès. (Cfr. A. Seyl, article de *Psyché* 1931 cité plus haut).

alors qu'à l'étranger, l'*Indépendance* vivait toujours sur sa vieille réputation, on dit que la perte de ses abonnés belges aurait fait choir son tirage jusqu'aux environs de 4.000 exemplaires. Dans ces dernières années, l'*Indépendance* n'était plus maintenue à flot que par son rejeton le *Petit Bleu*, une feuille de chou (*sic*) illustrée, fondée en 1893 et adaptée aux plus grossiers instincts de la masse, néanmoins une excellente affaire commerciale qui permettait de combler les déficits de l'*Indépendance* ; en effet, les subventions du gouvernement français — on parle de 100.000 à 120.000 fr. — avaient cessé depuis quelque temps.

« Le *Petit Bleu* est désormais une entreprise financièrement indépendante. Sa direction est assurée par Gérard Harry, qui était jusqu'à présent rédacteur en chef de l'*Indépendance* et qui quitte donc ce journal ⁽¹⁾. Gaston Bérardi, fils de Léon Bérardi qui fut longtemps propriétaire de l'*Indépendance*, s'en va avec lui.

« A la tête de cette dernière feuille, Charles Tardieu prend le poste de rédacteur en chef ; c'est un des anciens collaborateurs du journal et un des plus remarquables journalistes belges, mais il n'est pas très digne de confiance, ni très favorable à l'Allemagne ⁽²⁾.

Enfin, vers la même époque, Alvensleben déplorait une fois de plus l'insuffisance des relations directes entre Bruxelles et Berlin. La plupart des rédactions bruxelloises n'ont même pas de collaborateur capable de lire et de démarquer la presse allemande. Les feuilles les plus importantes n'ont pas de correspondant en Allemagne ; leurs « Lettres de Berlin » ne sont que des compilations du *Berliner Tageblatt* ou de la *Frankfurter Zeitung*, fabriquées par Kufferath (*Indépendance*) ou Sulzberger (*Étoile*) ⁽³⁾. Quant aux feuilles catholiques, elles « puisent leur science » dans leurs homologues, la *Germania* et la *Kölnische Volkszeitung*.

(1) Gérard Harry s'est expliqué lui-même là-dessus. Bérardi aurait cédé ses actions à un « groupe de capitalistes franco-belges », dont la tendance pacifiste aurait indisposé Harry à tel point qu'il préféra rompre les ponts et se consacrer exclusivement au *Petit Bleu* (G. HARRY : *Mémoires*, tome II, pp. 356-357).

(2) A. A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 5, Alvensleben à Hohenlohe, 26 janvier 1898.

(3) Sulzberger qu'Alvensleben, on se demande pourquoi, déclare originaire de Bohême. Il peut s'agir ici, soit de Max S., né à Goch en Prusse rhénane le 16 octobre 1830 et décédé à St-Josse-ten-Noode le 16 janvier 1901, soit de son fils Maurice, également attaché à l'*Étoile Belge*, né à Bruxelles le 9 mai 1863, décédé à Ixelles le 8 janvier 1939. (Renseignements aimablement communiqués par M^{lle} S. Sulzberger).

La *Gazette* est le seul journal qui possède un correspondant régulier à Berlin. Victor Gantier est installé dans la capitale allemande depuis 1870 ; on assure qu'il s'y occupe également des intérêts économiques de l'État du Congo. Ses chroniques révèlent une connaissance un peu superficielle mais sympathique de la vie allemande ; leur ton facile et léger convient au « goût peu exigeant du lecteur belge ». Il a contribué, sans conteste, à faire mieux connaître et apprécier le grand pays voisin. Mais cela ne va pas sans heurter parfois son public. Ainsi, dernièrement, il avait rompu une lance en faveur d'une plus vaste diffusion de la langue allemande en Belgique, ce qui lui vaut aujourd'hui une réplique dans son propre journal ⁽¹⁾.

*
* * *

Jusqu'en 1902, c'est tout à fait au hasard de leur inspiration que les représentants du Reich avaient renseigné la Wilhelmstrasse sur notre presse. La situation change désormais, et grâce au Chancelier Comte de Bülow ⁽²⁾. Bülow, on le sait, attachait une très grande importance aux journaux. Il les suivait de près, et sous son impulsion, le directeur du Bureau de Presse Otto Hammann ⁽³⁾ avait considérablement développé ce service. On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que, le 11 juillet 1902, Bülow envoya une circulaire à tous ses chefs de postes leur enjoignant de se pencher d'une manière plus constante sur les journaux de leur résidence. Les lire et en indiquer les manifestations principales lui semblait insuffisant. Les exemples russe à Londres, français à Rome et anglais à Washington montraient quels succès la diplomatie pouvait réaliser, grâce à d'habiles contacts avec la presse. Il fallait, selon Bülow, établir une étroite collaboration avec les correspondants allemands dignes de confiance, nouer des rapports personnels et intimes avec les importants directeurs et rédacteurs de quotidiens. L'influence que les

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 5, Alvensleben à Hohenlohe, 21 mars 1898.

(2) Bernhard von Bülow, Comte en 1899, Prince en 1905, né à Klein-Flottbek le 3 mai 1849. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères 1897-1900 ; Chancelier 1900-1909, Ambassadeur extraordinaire à Rome 1914-1915, décédé le 28 octobre 1929.

(3) Otto Hammann, né à Blankenhain-Weimar le 23 janvier 1852, décédé à Berlin le 18 juin 1928. Voir notamment ses ouvrages *Der neue Kurs*, *Zur Vorgeschichte des Weltkrieges* et *Um den Kaiser*, Berlin 1918-19. Sur son activité à l'Auswärtiges Amt, un curieux article de la *Kölnische Volkszeitung* du 23 octobre 1908.

Ambassades et Légations pourraient ainsi exercer serait inappréciable. Et le Chancelier concluait : « A la fin de chaque année, j'attendrai un rapport général, sur l'activité qui aura été déployée dans ce sens, et sur les résultats qui auront été obtenus » ⁽¹⁾.

Heureuse circulaire, dont il convient de remercier la mémoire du Prince de Bülow ! Plutôt que de suivre désormais, de décembre en décembre, les rapports qui en résultèrent, il sera plus expédient de ramasser les données ainsi recueillies en deux principaux centres d'intérêt : rôle et activité des correspondants allemands, indications sur nos journaux et sur l'influence que la rue Belliard — siège de la Légation du Reich — a pu exercer sur eux.

L'identification des correspondants de presse est un jeu passionnant. Il faut confronter des indications éparses, procéder par recoupements, retrouver un homme de chair et d'os — et un homme parfois remarquable — à travers un style. Certaine caractéristique de la presse allemande en particulier peut nous venir en aide ; ces journalistes combinent la signature et l'anonymat en adoptant une marque distinctive qui leur appartient en propre : une initiale parfois, mais plus souvent une figure géométrique, cercle, carré, losange, ou une étoile, deux marteaux croisés, un minuscule animal, une ancre... bref un signe quelconque qui orne le début de leurs correspondances et permet de les reconnaître.

Tous les journaux allemands ne se sont pas penchés sur leur passé avec la conscience de la *Frankfurter Zeitung*, le grand quotidien démocrate qui érigea un monumental in-quarto pour la célébration de son cinquantenaire ⁽²⁾. Depuis 1884, les correspondants de cette feuille soutinrent d'une manière décidée nos bancs de l'opposition ; ils prônèrent le suffrage universel, l'instruction obligatoire ; en matière congolaise, ils frôlèrent parfois les outrances de Georges Lorand pour s'en tenir néanmoins, dans la pratique, aux opinions de Félicien Cattier : reprise immédiate et contrôle parlementaire ⁽³⁾. Ces idées heurtaient de front la politique de la Légation, toute de réserve à l'égard du Congo et d'amabilité pour le moins francophile et le plus conservateur possible

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 5, Bülow à tous les postes, circulaire du 11 juillet 1902.

(2) *Geschichte der Frankfurter Zeitung 1856-1906*, Francfort, 1906, 976 pp.

(3) *Gesch. der F.Z., op. cit.*, pp. 803-804.

de nos gouvernements : celui des Droites. Il n'est que plus remarquable que ces correspondants francfortois aient réussi, par leur sérieux et leur honnêteté, à forcer la considération de la rue Belliard.

Nous sommes mal renseignés sur les plus anciens de ces journalistes. Lax ⁽¹⁾, un Polonais qui représentait le *Times* à Bruxelles, envoya en 1880-81 quelques articles à Francfort. Il fut remplacé par un nommé Mosheim, qui « vivait dans le milieu de la *Réforme* » et s'en inspirait fortement ⁽²⁾. Goldmann nous arriva en 1890, mais il cumula ce poste avec celui de Paris. Il commenta notre revision constitutionnelle en 1893, rédigea en France des articles très « dreyfusards » et partit ensuite pour l'Extrême-Orient, où la *Frankfurter Zeitung* désirait combattre la Welt-politik en général et l'engouement pour Kiao-Tcheou en particulier ⁽³⁾. Gustav Mayer ⁽⁴⁾, reconnaissable à son initiale « M », envoya de 1898 à 1904 des chroniques intelligentes, souvent spirituelles et maintes fois consacrées, on s'en doute, à la campagne pour le suffrage universel. On peut présumer que c'est par son intermédiaire qu'Émile Vander-velde publia dans la *Gazette de Francfort* un article sur les troubles de 1902 ⁽⁵⁾. En matière congolaise, il se montra plus modéré que son successeur Neter. Mayer fut le premier correspondant francfortois dont le Ministre d'Allemagne, en application de la circulaire de 1902, daigna s'occuper. Il l'appelle « un petit israélite aux lubies idéalistes », mais « un de nos rares correspondants qui pensent allemand... Toujours prêt à rendre service, il a réussi à placer dans la presse d'ici plusieurs articles

(1) De pittoresques détails sur ce personnage sont donnés dans la brochure anonyme « Presse » (A.E.B., Papiers Lambergmont, p. 1) citée plus haut. Jules Lax, né à Bernstadt en Silésie le 3 mars 1829, s'était installé à Bruxelles, venant de France, vers 1877. Il mourut dans notre capitale le 27 novembre 1895.

(2) A.E.B. Brochure « Presse » (Papiers Lambergmont), pp. 8-9. Nos recherches à l'état-civil ont été infructueuses.

(3) Paul Goldmann, né à Breslau le 31 janvier 1865. Passa en 1898 à la *Wiener Neue Freie Presse*. Auteur de *Ein Sommer in China. Reisebilder*, Francfort 1899 (*Gesch. der F.Z.*, pp. 575, 776, 798 et 803).

(4) Gustav Mayer, docteur en Philosophie et Lettres et en Économie politique, né à Prenzlau le 4 octobre 1871, à Bruxelles de mai 1898 à mai 1904, par la suite professeur à l'Université de Berlin. (*Gesch. der F.Z.*, pp. 909-910 et 935). Il collabora au numéro anniversaire de la *Frankfurter* du 29 octobre 1931 et vivait donc encore à cette époque.

(5) *Geschichte der Frankfurter Zeitung*, p. 804.

anonymes pour nous défendre contre des appréciations germanophobes de certains journaux belges » (1).

Nous connaissons mieux son successeur Rudolf Neter, qui devait nous rester de mai 1904 à la déclaration de guerre. Très anticlérical et très antiléopoldien, il s'associa, mais d'une façon raisonnable et atténuée, à la campagne de la Congo Reform Association. Il y avait à ce moment quelque mérite à le faire : à partir de 1904, en effet, la presse allemande en général, cédant aux efforts conjugués de l'Auswärtiges Amt et du Bureau de la Presse de l'E.I.C., avait adopté un ton favorable, neutre, ou à tout le moins fortement assourdi. En revanche, il salua sans réserve la reprise et fit une publicité enthousiaste aux réformes introduites par Renkin (2)... au moment précis où la Wilhelmstrasse commençait à montrer des dispositions moins bienveillantes. Les articles où, sur un ton de pédagogue ironique et dédaigneux, il exécuta en 1910 les fondateurs attardés de la « Kongo-Liga », restent d'une lecture bien réjouissante (3). Sa sûreté d'information a parfois quelque chose de stupéfiant (4) ; il semble avoir été particulièrement intime avec Lorand, Vandervelde et Beernaert (5). Neter décrivait nos événements intérieurs avec sympathie et compétence et ne perdait son sang-froid que lorsqu'il lui fallait parler de nos écoles libres et de nos couvents ; ingénieur de formation, il apporta à ses lecteurs des études économiques solidement documentées. Il était patriote, mais absolument dépourvu de nationalisme revendicateur : ainsi cet article où, commentant la campagne de Godefroid Kurth en faveur des Belges de langue allemande, il contesta au Reich le droit de s'en mêler : les habitants d'Arlon et d'Aubel n'étaient-ils pas, tout compte fait, infiniment mieux lotis que les Danois et les Polonais de Prusse ? (6).

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 27 décembre 1903.

(2) *Frankfurter Zeitung* du 14 novembre 1909.

(3) *Frankfurter Zeitung* des 21 juin et 7 juillet 1910.

(4) M. Jean Stengers en a déjà fait l'expérience : après être arrivé à une conclusion précise, sur la base d'une documentation inédite et inconnue en 1906, il s'aperçut que Neter l'avait en quelque sorte 'devancé' avec la même précision. (J. STENGERS : *Quand Léopold II s'est-il rallié à l'annexion du Congo par la Belgique ?* dans *Bulletin de l'I.R.C.B.*, XXIII, 1952, pp. 794-795).

(5) Bien que ce ne soit pas, en ce qui concerne Beernaert, l'avis du consul général de Belgique à Cologne (A.E.B., A.F., l. l. vol. IX, rapport du 11 mars 1908).

(6) *Frankfurter Zeitung* du 25 août 1906.

Neter se présentait souvent rue Belliard, où il était considéré comme « le meilleur » des correspondants, bien que fâcheusement teinté de socialisme ⁽¹⁾. Il était regrettable qu'il se fît à l'occasion le porte-parole des radicaux, et qu'il parlât de l'œuvre léopoldienne sur un ton peu conforme à l'intérêt allemand ⁽²⁾. Le Ministre du Reich décida de le chapitrer, mais Neter répondit qu'il avait, au contraire, la conviction de servir au mieux les intérêts de son pays. S'il critiquait l'E.I.C., c'était afin d'assouplir dans la mesure de ses possibilités l'entêtement de Léopold II et de favoriser ainsi la reprise du Congo par la Belgique, une évolution qui ne pouvait qu'être souhaitée à Berlin. Wallwitz obtint cependant qu'il bridât quelque peu son impétuosité ⁽³⁾. Les rapports suivants indiquent une détente : Neter est radical sans doute, mais il est avant tout Allemand, et ses relations avec la jeune Droite et Beernaert contrebalancent ses amitiés socialistes. Ses lettres de Bruxelles sont de loin les meilleures ⁽⁴⁾. Quelques indications donnent à penser qu'en raison de ses compétences, il fut même appelé en consultation à l'Auswärtiges Amt en avril 1910 pour faire rapport sur la situation au Katanga ⁽⁵⁾. Le chargé d'affaires allemand signalait à cette occasion que Neter connaissait à fond le problème congolais, qu'il avait l'oreille de Renkin, que sa visite à la Wilhelmstrasse serait fort utile, et il concluait : « Le correspondant de la *Kölnische Zeitung* navigue entièrement à sa remorque ⁽⁶⁾, et il occupe d'ailleurs la première place parmi les correspondants allemands. Bien entendu, il en tire grande vanité » ⁽⁷⁾. Ses relations avec Wallwitz se troublèrent à la fin de la mission de ce dernier, lorsqu'il publia sans détours que Wallwitz avait été rappelé parce qu'il était trop favorable aux Belges ⁽⁸⁾. Cela fit du tapage à la Wilhelm-

(1) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 26 décembre 1904 et vol. 6, *id.* à *id.*, 31 décembre 1906.

(2) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 30 décembre 1907.

(3) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 7 février 1908.

(4) A.A. *id. id.*, vol. 7, *id.* à *id.*, 21 janvier 1909.

(5) A.A. *id. id.*, vol. 7, Stemrich à Kracker, 30 mars 1910 et Kracker à Stemrich, 31 mars 1910.

(6) Il s'agit, à ce moment, du Dr. Falcke, et certes pas de J.P. Lippert. Voir ci-dessous.

(7) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 7, Kracker à Griesinger, 2 avril 1910.

(8) A.A. Deutschland 135. Die deutschen Missionen im Auslande (Belgien), Kracker à Bethmann-Hollweg, 10 février 1910.

strasse (1). Effarouché, craignant pour son avenir, Wallwitz écrivit à Bethmann-Hollweg que Neter se vengeait de ne pas avoir assez souvent dîné à la Légation ; il le caractérisa comme « un Juif retors, habile à se ménager des relations partout — il en possède aussi à Berlin — et par conséquent toujours bien informé. Actuellement, il est le porte-parole de Renkin, qu'il détestait jadis, et pour la politique congolaise duquel il fait une propagande intense » (2).

Avec une truculente mauvaise foi, Fernand Neuray évoqua Neter dans le *XX^e Siècle*, pendant la guerre. Il railla son « regard d'espion », les « fondrières de son cou raviné » et l'accent tudesque avec lequel il parlait de « l' *Emberèr* Guillaume II ». Il rappela les « bateaux, véritables dreadnoughts insubmersibles », qu'on lui montait à la tribune de la presse du Parlement. Content de soi, il reproduisit une réplique qu'il lui avait décochée, un jour que Neter exprimait un peu librement son opinion sur Léopold II. Mais il dut concéder que, selon des nouvelles qui lui parvenaient de Hollande, Neter y plaignait la Belgique et blâmait l' *Emberèr* du traitement qui nous était infligé. (3) Nous sommes en mesure de confirmer ce dernier détail. Dans un tout autre dossier de l'Auswärtiges Amt, nous avons trouvé par hasard une lettre que le correspondant francfortois, replié en Hollande, avait adressée en juin 1917 au Ministre d'Allemagne à La Haye. A quoi rimait donc, se permettait de demander Neter, le soutien apporté par le Reich à ces 100 ou 150 activistes que quatre millions de Flamands désavouent à l'unanimité ? Le gouvernement belge d'avant-guerre *était* un gouvernement flamand, ses tendances se dessinaient d'une manière fort satisfaisante, et il était absurde de prétendre que sa disparition avait enfin permis à la Flandre de s'épanouir. Si désirables que fussent, pour l'Allemagne et pour la Flandre, les buts du flamingantisme, les prôner officiellement était, de la part du Reich, le moyen le plus sûr de les compromettre. Sur le plan mondial, les conséquences étaient aussi évidentes : l'Allemagne justifiait les attaques des Alliés contre son « impérialisme », elle ruinait les

(1) A.A. Deutschland 135. *id.*, Schoen à Kracker, 13 février 1910.

(2) A.A. Deutschland 135, *id.*, Wallwitz à Bethmann-Hollweg, 12 février 1910.

(3) *XX^e Siècle* du 18 juin 1916, article intitulé 'Un autre Boche', reproduit dans F. NEURAY : *La Belgique nouvelle*, Bruxelles 1918, tome II, pp. 335-338.

espoirs d'une « paix sans annexions », ce but de tous les esprits raisonnables ⁽¹⁾.

Mais quittons ce personnage dont la forte personnalité a peut-être pris, dans ces notes, une place trop étendue ⁽²⁾, et passons à une figure bien différente, celle de J. P. Lippert. Né à Bertrange dans le Grand-Duché de Luxembourg, Lippert s'était installé à Bruxelles en décembre 1891 ; l'état-civil indique sa profession de « sténographe-journaliste ». Il ne tarda pas, en effet, à entrer comme rédacteur au *Soir*, puis il assumait, ainsi que nous l'avons vu plus haut, la représentation de la *Kölnische Zeitung* à partir de 1897 ⁽³⁾. L'important quotidien national-libéral avait employé à Bruxelles, avant lui, un autre Luxembourgeois, Prosper Müllendorff, personnage assez considérable qui devait se faire à Cologne une excellente situation ⁽⁴⁾. Lippert, rappelons-le, avait été indiqué par la Légation comme très digne de confiance. Ces bons sentiments du Ministre s'atténuèrent quelque peu par la suite. Wallwitz

(1) A.A. Belgien 63, Rapports hollando-belges, vol. 12, Neter à Rosen, 4 juin 1917.

(2) Rudolf Neter, ingénieur, entré dans le journalisme en 1898, était né à Francfort le 2 mai 1872 (*Gesch. der F.Z.*, pp. 909-910). Il passa la guerre de 1914-18 en Hollande et séjourna ensuite jusqu'en 1933 à Varsovie, toujours pour la *Frankfurter*. A l'avènement du nazisme, il réussit à passer en Suisse et mourut à Genève pendant le second conflit mondial. (Renseignements communiqués par M. Schandry, archiviste de la Frankfurter Societätsgesellschaft). Ses articles sont signés '-t-' : un sigle assez transparent.

(3) Sa signature (un cercle, pointé en son centre et chapeauté d'un demi-cercle) apparaît dans la *Kölnische* fin 1897 ; elle y restera jusqu'en 1908, ce qui recoupe, on le verra, nos sources citées plus loin. Lippert ne devint toutefois seul correspondant de la *Kölnische* qu'en 1903. Auparavant, le Dr. Heinrich Kroeger (Munster 1860 - Berne février 1918) l'avait secondé depuis 1893. Les chroniques signées d'un cercle sont sans doute de lui. Il se distingua par une violente campagne contre les « atrocités congolaises » (cfr. J. LEHMANN : *Die Aussenpolitik und die « Kölnische Zeitung » während der Bulow-Zeit*, Bleicherode, 1937, p. 28). Sur la durée des fonctions de Lippert au *Soir*, où il signait Samson, L. de Bertrange ou L. D. B. (cfr. la liste des pseudonymes dans G. GARDET : *Annuaire général de la presse belge*, Bruxelles 1910, pp. 91-107), nous n'avons pas obtenu de renseignement précis, mais elles doivent avoir cessé bien avant 1910.

(4) Prosper Müllendorff (Luxembourg 26 juin 1854 - Cologne 28 juin 1922), installé à Bruxelles en 1880, correspondant de la *Kölnische* 1886-1893, reporter, voyageur, historien, chargé jusqu'à sa mort de la rubrique extérieure dans le journal de Cologne, Sigle : deux arcs de cercle se croisant à la verticale. (Cfr. brochure « Presse » déjà citée et *Biographie Nationale du Pays de Luxembourg*, 3^e fascicule, pp. 340-377 (Luxembourg 1951).

remarque en 1903 que ses articles sont sans doute nombreux, mais qu'ils sacrifient au sensationnel et sont trop tendancieux ⁽¹⁾. Un an plus tard, le Ministre note que « ce correspondant — un Luxembourgeois — est depuis peu en meilleurs termes avec le gouvernement du Congo ⁽²⁾, mais que pour le reste, il fait sa propre politique et non celle du Reich. Son désir semble être, en particulier, d'aider les libéraux à vaincre le Gouvernement actuel, à vrai dire ultra-clérical ; mais une telle politique ne répond assurément pas aux intérêts de l'Allemagne » ⁽³⁾. En effet, Lippert n'avait sans doute que cette caractéristique en commun avec Neter : il ne cachait pas son aversion pour les « cléricaux », et le *Journal de Bruxelles* crut un jour devoir le rappeler à l'ordre pour ce motif ⁽⁴⁾.

Quoi qu'il en soit, Lippert vint le 30 août 1906 trouver le chargé d'affaires allemand à Bruxelles. Il lui signala qu'il avait annoncé, dans la *Kölnische Zeitung* du 28, la prochaine publication d'un périodique germanophile dans notre capitale. Ce projet était réel et en bonne voie de matérialisation. Il lui semblait urgent de promouvoir les idées d'amical voisinage et de paix, et de « neutraliser les excitations de la presse à la solde de Paris ». Ce périodique prendrait le nom de *Gazette internationale* et paraîtrait deux fois par mois « pour commencer » ; Lippert avait reçu les encouragements des autorités belges, il espérait le soutien matériel des Allemands établis en Belgique et la bienveillance de la Légation. Le chargé d'affaires Oberndorff répondit que cette entreprise lui semblait à première vue sympathique ; mais, dans son rapport à Bülow, il rappela que, jusqu'à présent, les opinions politiques de Lippert, en ce qui concernait les affaires intérieures belges, n'avaient pas donné toute satisfaction. Avant d'accorder à la *Gazette internationale* un soutien actif, il estimait préférable d'attendre qu'elle ait vu le jour, afin de pouvoir juger sur pièces ⁽⁵⁾.

La *Gazette internationale* naquit en septembre 1906. Elle ne devait vivre que l'espace de quatre ou cinq numéros ⁽⁶⁾ s'attachant aussitôt à

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 26 XII 1904.

(2) Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cet euphémisme.

(3) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 26 décembre 1904.

(4) Voir le *Journal de Bruxelles* du 7 août 1906.

(5) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 6, Oberndorff à Bülow, 30 août 1906.

(6) Voir quelques lignes de bienvenue dans l'*Étoile Belge* du 3 octobre 1906. Nous n'avons pas retrouvé d'exemplaire de cette *Gazette internationale*.

prôner un rapprochement anglo-germano-français et à faire campagne pour une meilleure compréhension de tous les peuples. Lippert vint alors demander à Wallwitz « des informations, des éléments statistiques et autres, notamment au point de vue économique, afin d'habituer le public belge à se tourner davantage vers l'Est ». Il demanda aussi qu'on lui procurât des abonnements ⁽¹⁾. Séduit, Bülow fit intervenir son Bureau de Presse auprès de la *Kölnische Zeitung*, afin de toucher par ce truchement les chambres de commerce allemandes. Il se déclara incapable, faute de personnel, de fournir régulièrement de la copie à Lippert ; mais il autorisa Wallwitz à répondre de son mieux et dans la mesure du possible aux questions qui lui seraient posées ⁽²⁾. Dès que le Chancelier du Reich eut prononcé son grand discours du 14 novembre 1906, Lippert s'empessa d'en proposer la publication ; il tirerait sa *Gazette* non plus à 10.000, mais à 30.000 exemplaires, et il la répandrait dans toute l'Europe. Cela lui coûterait 5.000 marks ⁽³⁾. Ce numéro parut. Il glorifiait l'esprit pacifique de l'Allemagne et exhortait Paris à ne pas se laisser pousser par Londres vers une politique d'aventures ⁽⁴⁾. Pour « encourager Lippert », une somme de 1.000 marks, soit 1.234,25 fr. lui fut aussitôt remise par la Légation ⁽⁵⁾.

L'idéal, écrivait Wallwitz dans son rapport annuel sur la presse, ce serait de transformer la *Gazette internationale* en quotidien, mais il faudrait une mise de fonds considérable. En soi, Lippert serait tout indiqué ; il jouit à Bruxelles d'une bonne considération, et sa qualité de Luxembourgeois est une présomption d'impartialité. Il garde le contact avec la Légation, et l'on doit reconnaître que depuis quelque temps, ses articles de la *Kölnische Zeitung* font preuve de « la plus louable modération » ⁽⁶⁾. Hélas, la *Gazette*, même bi-mensuelle, était agonisante. Un incendie détruisit ses locaux en janvier 1907 ⁽⁷⁾, et Bülow fit savoir que de toute façon il ne pourrait soutenir cette entreprise que dans « d'étroiti-

(1) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 3 octobre 1906.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 6, Bülow à Wallwitz, 25 octobre 1906.

(3) A.A. *id. id.*, vol 6, Wallwitz à Bülow, 17 novembre 1906.

(4) A.A. *id. id.*, vol 6. Wallwitz à Bülow, 12 décembre 1906.

(5) A.A. *id. id.*, vol. 6, Bülow à Wallwitz, 21 novembre, Wallwitz à Bülow, 13 et 24 décembre 1906.

(6) A.A. *id. id.*, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 31 décembre 1906.

(7) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 10 janvier 1907.

tes limites ». « Particulièrement pour sa transformation en un quotidien, nous ne disposons pas des capitaux nécessaires » (1).

Lippert ne se découragea point. Il alla soumettre au chargé d'affaires Oberndorff le projet, minutieusement étudié, d'une nouvelle agence de presse qu'il intitulerait « Correspondance internationale », sous la devise « Vers la Paix, par le Droit international », et qui distribuerait à ses abonnés « des informations impartiales sur la politique allemande. » Avec les frais de lancement, il prévoyait pour la première année une dépense de 10.020 marks. Oberndorff exprima dans son rapport l'avis que cette idée, tout compte fait, lui semblait plus heureuse que le projet précédent (note marginale de l'Auswärtiges Amt : « ja »). A côté des journaux délibérément soldés par la France, il y avait en Belgique « une majorité » d'organes bien disposés, mais insuffisamment renseignés. De plus, une telle correspondance, établie sur territoire neutre et rédigée en langue française, lui paraissait promise à un intéressant avenir, au-delà même des frontières belges. Appuyé par Berlin, maintenu dans une ligne bien déterminée, Lippert pourrait s'avérer un instrument docile. Ce journaliste venait d'ailleurs de lui annoncer qu'il avait des chances d'entrer dans la rédaction du *Matin*, feuille maintenant libérée de ses attaches parisiennes et rachetée par un groupe démocrate-chrétien : raison supplémentaire de le soutenir (2).

Une fois de plus, Bülow montra l'importance qu'il attachait aux questions de presse : il autorisa le représentant de l'Empereur à faire appel à la colonie allemande de Belgique, et d'Anvers en particulier ; si ces messieurs ne parvenaient pas à réunir l'intégralité des dix mille marks, il verrait à compléter la somme en recourant aux fonds secrets (3). Wallwitz se mit donc en campagne, mais avec un insuccès marqué ; il semble, écrivit-il, que Lippert ait déjà maintes fois pressenti les Allemands de Belgique pour l'une ou l'autre entreprise, sans qu'il en soit jamais rien sorti d'appréciable (4). Lippert, répéta-t-il dans son rapport de décembre, n'inspire pas assez confiance à nos compatriotes d'ici. Lui-même est étonné de ne plus l'avoir vu depuis des mois, alors qu'il était naguère

(1) A.A. *id. id.*, vol. 6, Bülow à Wallwitz, 8 mars 1907.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 7, Oberndorff à Bülow, 7 mai 1907. En annexe, lettre de Lippert datée du 4 mai.

(3) A.A. *Belgien* 53, *Belgische Presse*, vol 7. Bülow à Wallwitz, 30 mai 1907.

(4) A.A. *id. id.*, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 18 juillet 1907.

si assidu ; ses projets privés, il est vrai, étaient alors en cause. De plus ses chroniques de la *Kölnische Zeitung* laissent de nouveau quelque peu à désirer ⁽¹⁾.

La rupture de nos relations avec M. Lippert ne doit pas être regrettée », répondit Bülow, mieux informé que son Ministre bruxellois. L'intéressé a été congédié par la *Kölnische Zeitung*, et ce journal prendra contact avec la Légation pour choisir un correspondant plus convenable ⁽²⁾. En effet, la signature de notre personnage avait disparu avec l'année 1907, et il avait fait place, jusqu'à la fin de 1908, à des chroniqueurs occasionnels. Ce qui s'était passé, Neter l'apprit aux lecteurs de la *Frankfurter Zeitung* deux ans et demi plus tard dans un article où il évoquait, en relation avec le Bureau de la Presse de l'État Indépendant, le renvoi d'un collaborateur vénal de la *Kölnische* ⁽³⁾. De rapides sondages permettent en effet de constater que si maints journaux allemands étaient devenus, vers 1904, plus aimables pour le Congo, peu de « conversions » avaient été aussi complètes que celle-ci. Sans sourciller, Wallwitz nota dans son rapport annuel suivant : « La *Kölnische Zeitung* a plutôt brusquement renvoyé, en janvier de l'année dernière, son ancien correspondant Lippert, qui n'avait sans doute pas les mains tout à fait propres dans la question du Congo et dans d'autres encore, comme dans l'affaire Merenberg » ⁽⁴⁾.

L'agence d'informations pro-allemande finit malgré tout par voir le jour en décembre 1908, sous la dénomination d'« Internationale Tagespost ». Elle était dirigée par l'homme d'affaires de la *Kölnische Zeitung* à Bruxelles et par « l'ancien correspondant de ce journal » ⁽⁵⁾. Le Ministre d'Allemagne la mentionnera encore, mais sans optimisme, un an plus tard ⁽⁶⁾, puis elle disparaîtra de nos sources. Quant à Lippert, ce

(1) A.A. *id. id.*, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 30 décembre 1907.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 7, Bülow à Wallwitz, 18 janvier 1908.

(3) *Frankfurter Zeitung* du 7 juillet 1910.

(4) A.A. Belgique 53, Belgische Presse, vol. 7. Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909. Le Comte Georges von Merenberg, parent éloigné de la dynastie luxembourgeoise, s'appuyant sur le fait que le grand-duc Guillaume n'avait pas d'héritier mâle, avait fait valoir des droits assez douteux à la succession. Le statut du 16 avril 1907, voté en juillet suivant, ruina ses espoirs ; c'est la grande-duchesse Marie-Adélaïde qui, en 1912, monta sur le trône.

(5) A.A. *id. id.*, vol. 7, même rapport.

(6) A.A. *id. id.*, vol. 7. Wallwitz à Bethmann-Hollweg, 26 janvier 1910.

journaliste trop entreprenant, « arrosé » par la rue Belliard, par les Allemands de Belgique, par l'administration du Congo, par l'éphémère prétendant à la couronne luxembourgeoise, ces années 1907-1908 ne lui furent guère souriantes. Il conserva jusqu'en 1914 la correspondance du *Pesther Lloyd* et de la *Wiener Neue Freie Presse*, débris d'une époque plus prospère ⁽¹⁾.

Nous ne ferons que citer les quelques autres journalistes mentionnés par le Ministre d'Allemagne ; personnages épisodiques, il ne semblent pas en mériter plus. Un Dr. Schurmann, ancien correspondant de la *Schlesische Zeitung* à Paris, recueillit la succession de Lippert et s'occupa avec lui de l'« Internationale Korrespondenz » ; il fut remplacé en 1908 par un Dr. Falcke ⁽²⁾, lequel disparaît de la *Kölnische Zeitung* fin 1911. Le même journal aura encore deux autres collaborateurs bruxellois jusqu'en 1914 ; nous n'avons pu les identifier. Le *Berliner Tageblatt* fut représenté à partir de 1907 par Hoeger, Feldmann et Hochdorf ; l'agence Wolff et la *Vossische Zeitung* par Müller-Gehn, la *National-Zeitung* par Markus ⁽³⁾.

On le voit : les indications relatives aux correspondants deviennent maigres après 1910. Les successeurs de Wallwitz n'obéirent plus avec la même exactitude à cette prescription de 1902, et Bethmann-Hollweg lui-même, sans doute, n'y attachait pas la même importance que Bülow

(1) Il semble avoir recueilli la représentation de la *Wiener Neue Freie Presse* à la mort de Max Sulzberger en 1901, qui lui-même l'avait assumée pendant des dizaines d'années (Cfr. à ce sujet l'*Écho du Parlement* du 13 novembre 1874). Lippert était né à Bertrange le 18 octobre 1864. Il maniait avec autant d'aisance l'allemand que le français (voir à titre d'exemple son spirituel article « Journalisme préhistorique dans Geo Gardet : *Annuaire général de la presse belge*, édition de 1909, pp. 38-41). C'était incontestablement un journaliste capable, et sa disparition de tous les annuaires de presse après 1918 nous a laissé d'autant plus perplexe qu'une hypothèse injurieuse mais non invraisemblable s'est révélée fausse : il ne figure pas sur la liste des membres de l'A.G.P.B. exclus pour incivisme en 1919 (Renseignement aimablement communiqué par M. Lionel Bertelson). Mystère... Lippert est mort à Schaerbeek le 11 février 1938, toujours indiqué comme journaliste dans les registres d'état-civil.

(2) Signature : un T majuscule couché. A. A. Belgien 53, *Belgische Presse*, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909, Wallwitz à Bethmann-Hollweg, 26 janvier 1910.

(3) A.A. Belgien 53, *Belg. Presse*, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 30 décembre 1907 ; vol. 7, Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909, Wallwitz à Bethmann-Hollweg, 26 janvier 1910.

C'est ainsi qu'aucune mention n'est faite de Julius Wertheimer, indiqué à partir de 1908 dans les annuaires comme représentant de la *Vossische Zeitung* et de l'agence Wolff ⁽¹⁾. Parti en juillet 1914, ce personnage revint aussitôt dans les fourgons de l'occupant et fut employé pendant la guerre aux bureaux de la censure ⁽²⁾. Nul ne s'étonnera que la rue Belliard ait ignoré jusqu'à l'existence du socialiste Pohl ⁽³⁾, correspondant du *Vorwärts*, mais une autre omission est moins explicable : la conservatrice *Neue Preussische Kreuz-Zeitung*, petite par son tirage, grande par son influence et par le talent de ses collaborateurs, eut pendant la période qui nous intéresse un correspondant qui signait « E ». Il n'est pas mentionné une seule fois. Selon certains indices, il pourrait s'agir d'un professeur allemand établi à Bruxelles, appelé Vollmann par les uns ⁽⁴⁾ et Wohlmann par une autre de nos sources ⁽⁵⁾.

A part peut-être Wertheimer, qui faisait remarquablement son métier ⁽⁶⁾, aucun de ces correspondants ne mérite plus qu'une mention. Il n'en est pas de même de Pierre Wirtz et de Louis Hackenbroich. On aura remarqué que la Légation ne cite pas un seul catholique dans ses rapports. Est-ce parce qu'ils étaient catholiques et rhénans que ces deux personnages ont été ignorés par les « Ostelbiens » protestants de la rue Belliard ? Il est vrai que Wirtz, né à Bullange, était presque Belge. Rédacteur en chef de la *Belgique Financière*, auteur d'un ouvrage intitulé *L'État du Congo* (Bruxelles 1908), collaborateur de la *Dépêche Coloniale* et de la *Neue Zürcher Zeitung*, il adressait à l'*Allgemeine*

(1) E. PATRIS, *Annuaire illustré de la presse belge*, Bruxelles 1908, p. 177. Né à Heldenbergen le 2 novembre 1869, Wertheimer s'installa à Bruxelles fin 1908. Il nous quitta en novembre 1918 et fut rayé d'office de l'état-civil.

(2) F. NEURAY, *La Belgique nouvelle*, Bruxelles 1918, tome II, pp. 328-335 ; GILLE, OOMS et DELANDSHEERE, *Cinquante mois d'occupation allemande*, Bruxelles 1919, tome I, p. 37.

(3) Cité dans Patris, *op. cit.*, p. 173.

(4) Vollmann est indiqué comme attaché au *Temps* de 1885 à 1887 et comme correspondant « de deux journaux allemands » dans la brochure « Presse », p. 5, déjà citée (A.E.B. Papiers Lambermont).

(5) En 1889, le Baron Greindl évoquait les chroniques adressées à la *Kreuz-Zeitung* par « un certain Wohlmann » (A.E.B. Dossier 11.018, Greindl à Chimay, 1^{er} octobre 1889). La signature « E », datée de Bruxelles, subsistera dans ce journal jusqu'aux approches de la guerre de 1914.

(6) F. NEURAY, *op. cit.*, p. 330.

Rundschau de Munich et à la *Germania* de Berlin des correspondances qui reflétaient l'opinion de nos *XX^e Siècle* et *Journal de Bruxelles* ⁽¹⁾.

Quant à Louis Hackenbroich, notre attention avait été attirée sur lui par un article de la *National-Zeitung* ⁽²⁾ consacré au Bureau de la Presse de l'État Indépendant du Congo. L'auteur signalait que parmi les employés de cette administration congolaise figurait « également un Allemand, en même temps rédacteur au journal clérical de Bruxelles *Le Patriote* et correspondant de la *Kölnische Wochenzeitung* ». Voilà une information assez surprenante, pour qui connaît l'opinion du *Patriote* sur l'œuvre léopoldienne ! L'identification fut aisée : l'annuaire de Patris indique que Hackenbroich était attaché à ces deux journaux ⁽³⁾ et un numéro de la *Deutsche Wochenzeitung für die Niederlande und Belgien* ⁽⁴⁾ donne le compte-rendu d'une de ses conférences en précisant aussi qu'il était rédacteur au *Patriote*. Enfin, Gille, Ooms et Delandsheere ⁽⁵⁾, sans le nommer, s'indignent qu'il soit revenu, de même que Wertheimer, en août 1914 pour travailler aux services de la censure, lui qui avait vécu trente-cinq années à Bruxelles comme correspondant de la *Kölnische Volkszeitung*, collaborateur de journaux belges, et même comme employé à l'administration de l'État Indépendant, où il avait exercé les fonctions de traducteur ! — La cause était donc entendue.

Si nous insistons sur ces recoupements, c'est parce qu'ils vont nous permettre d'éclaircir un point d'histoire minime sans doute, mais non dépourvu d'intérêt. On se rappellera qu'en pleine discussion sur la reprise du Congo, à la veille du vote par la Chambre, le *Patriote*, hostile au projet de loi, brûla sa dernière cartouche en publiant des lettres évidemment subtilisées aux archives du colonel Liebrechts, dans lesquelles s'étalait toute l'œuvre de corruption entreprise en Allemagne, en Italie,

(1) E. PATRIS, *Annuaire...*, éd. de 1908, p. 177. Né à Bullange le 14 octobre 1872, de nationalité indéterminée, épousa une Belge et fut domicilié à Bruxelles depuis 1900 au moins. Partit pour l'Allemagne en juillet 1919.

(2) *National-Zeitung* du 2 octobre 1906, reproduisant un article de la *Vossische Zeitung* (voir A.E.B., A.F. 1,1, vol. VII).

(3) E. PATRIS, *Annuaire...*, éd. de 1908, p. 167.

(4) Non daté, mais classé vers janvier 1914 dans A.E.B., Presse 9, Action allemande en Belgique.

(5) GILLE, OOMS et DELANDSHEERE, *op. cit.*, tome I, pp. 36-37.

en Autriche et en Amérique par l'administration léopoldienne ⁽¹⁾. L'auteur direct ou indirect de ce larcin ne peut être que Louis Hackenbroich, rédacteur au *Patriote* et employé au Bureau de la Presse ; il n'avait plus rien à perdre puisque sa nationalité allemande lui interdisait l'espoir d'être repris, quelques semaines plus tard, dans le cadre du Ministère des Colonies. Remarquons enfin que ses correspondances, signées « L » dans le quotidien rhénan, avaient été assez prudentes jusque-là ; à partir de 1908, elles prirent un ton agressif et malveillant, du moins quant à la question du Congo, qui traduisait fidèlement l'attitude du journal bruxellois. Pour les affaires belges en général, on peut d'ailleurs considérer, dans l'ensemble et grâce à lui, la *Kölnische Volkszeitung* comme un décalque du *Patriote* ⁽²⁾.

* * *

En 1901, c'est le Comte Wallwitz ⁽³⁾ qui avait pris la succession d'Alvensleben. Nous avons déjà plusieurs fois cédé la parole à ce diplomate mais jusqu'à présent, nous avons omis de le présenter. C'était un homme discret, effacé ⁽⁴⁾, considérable pourtant, puisqu'il avait épousé la belle-fille du Prince de Bülow. Sa correspondance respire un tact, une sûreté de jugement et même une sympathie pour la Belgique qui frappent d'autant plus par comparaison, lorsqu'on lit les rapports écrits par des intérimaires pendant ses congés. De tous les diplomates que Berlin nous a envoyés entre 1831 et 1940, Wallwitz est aussi celui qui a eu le plus de chance — une chance qu'il méritait par ses qualités personnelles : n'arrivait-il pas au moment où les affaires africaines — Boers et Congo — assombrissaient les relations anglo-belges, et où la république « combiste », par sa législation anticléricale, éloignait de Paris nos gouvernements catholiques ? Aussi bien la chronique de sa mission à Bruxelles enregis-

(1) Le *Patriote* des 10 et 18 août 1908.

(2) Louis Hackenbroich, né à Düsseldorf le 23 août 1848, était arrivé en Belgique à une date que nous n'avons pu déterminer. Après plusieurs domiciles successifs à Bruxelles, il fut rayé d'office par la commune d'Uccle en septembre 1915.

(3) Nicolas, Comte de Wallwitz, né à Dresde le 5 décembre 1852, Ministre à Luxembourg, Téhéran, Hambourg, Stockholm et enfin Bruxelles. Il prit sa retraite en même temps qu'il nous quitta, en février 1910. Décédé le 12 mars 1941 à Schönfeld (Poméranie).

(4) E. CARTON DE WIART, *Léopold II. Souvenirs des dernières années, 1901-1909*. Bruxelles 1944, p. 107.

tre-t-elle une constante amélioration de l'atmosphère germano-belge ⁽¹⁾.

Les impressions de Wallwitz sur nos journaux, on le verra, deviendront plus favorables au fur et à mesure, d'abord que le Ministre nous connaîtra mieux, et ensuite que ces journaux adopteront effectivement un ton plus aimable à l'égard de l'Allemagne. Le blocus du Venezuela par une flotte anglo-allemande donna au nouveau Ministre ses premières surprises : alors que, tout bien considéré, notre pays avait lui aussi des revendications à faire valoir dans cette affaire sud-américaine et qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'il salue avec sympathie l'action entreprise par deux de ses principaux garants, la presse belge dans son ensemble criait à l'impérialisme germanique ! De la part de l'*Indépendance*, il n'y avait là rien d'étonnant, et une note de l'Auswärtiges Amt soupçonnait que Paris et Londres avaient « dû récemment mettre en œuvre de nouveaux moyens pour renforcer leur influence sur cette feuille qui, jadis, ne nous était pas inaccessible » ⁽²⁾. L'*Indépendance*, pas inaccessible à l'influence allemande ? C'est l'unique allusion que nous ayons trouvée là-dessus. Quoi qu'il en soit, Wallwitz s'affaira, prit contact avec le *Soir*, « journal qui, tant par son contenu que par la qualité de ses lecteurs, s'est fort amélioré » ⁽³⁾, et lui fit transmettre un article sur la question vénézuélienne rédigé dans les bureaux de l'Auswärtiges Amt ⁽⁴⁾. Cet article, déclaré « trop savant et trop long », ne parut jamais, et Wallwitz ne comprit visiblement pas que la direction du *Soir* éconduisait poliment son intermédiaire ⁽⁵⁾. Sur ces entrefaites, le *Petit Bleu* ayant imprimé que le Kaiser, « personnellement un des plus gros actionnaires de la Diskonto-Gesellschaft », défendait ses propres

(1) Wallwitz fut rappelé en 1910 parce qu'il était trop favorable aux Belges et aussi un peu parce que Bethmann-Hollweg n'était pas fâché de jouer ce mauvais tour à son prédécesseur. Ce dernier marqua le coup en accusant Bethmann d'avoir, en agissant de la sorte, « délibérément poussé la Belgique dans les bras de l'Entente ». (HILLER VON GAERTRINGEN, *Fürst Bülow's Denkwürdigkeiten. Untersuchungen zu ihrer Entstehungsgeschichte und zu ihrer Kritik*. Tübingen 1956, p. 55). Cette affirmation passionnée montre d'une façon inquiétante combien était superficiel, parfois, le jugement du Prince de Bülow.

(2) A.A. Belgique, Belgische Presse, vol. 5, référendaire Khlemet à Hammann, 16 septembre 1902.

(3) A.A. *id. id.*, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 18 novembre 1902.

(4) A.A. *id. id.*, vol. 5, Bülow à Wallwitz, 28 novembre 1902.

(5) A.A. *id. id.*, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 10 décembre 1902.

intérêts dans l'affaire ⁽¹⁾, Wallwitz fut plus heureux auprès du *XX^e Siècle*, qui accueillit en guise de démenti la soi-disant lettre d'un lecteur de Berlin. « Le *XX^e Siècle* a accepté cet article contre paiement d'une somme au remboursement de laquelle je renonce », rapporta Wallwitz ⁽²⁾. Incident minime ; nous ne l'avons évoqué que parce qu'il constitue, de la part de la Légation, un de nos rares exemples d'influence tarifée.

Une situation semblable devait se présenter trois ans plus tard, à propos du Maroc. Là encore, Berlin s'attendait à trouver un ferme soutien auprès de l'opinion belge : le principe de la porte ouverte, défendu par l'Allemagne, ne répondait-il pas également à nos intérêts ? Il fallut une intervention personnelle du Ministre pour « convertir le *XX^e Siècle*, qui avait commencé par nager dans le sillage adverse » ⁽³⁾.

Le premier contact de Wallwitz avec nos journaux avait donc été peu encourageant. Il avait trouvé une presse d'une valeur « très médiocre » ; des feuilles catholiques ne voyant outre-Rhin qu'un État protestant, persécuteur des « malheureux enfants polonais » ; des organes libéraux « hypnotisés par le militarisme, le pangermanisme et la vassalisation de toute pensée libre » ; des journaux socialistes hostiles par définition. « En général, écrivait-il, le Belge repousse de toute son âme notre sens de l'ordre, notre discipline et nos mœurs. Il aspire à la liberté, une notion qu'il traduit par licence et anarchie. Cette licence est du reste bien plus prononcée ici qu'outre-Quévrain ». L'intelligence française, l'or français règnent ici en maîtres. Pour lutter contre cette situation, il faudrait de très grands moyens. Il y aurait eu récemment une possibilité d'acheter un des journaux de Bruxelles, mais la somme était trop élevée ⁽⁴⁾.

S'agissait-il de l'*Indépendance* ? Deux ans plus tard, Wallwitz notait que malgré les subsides du Quai d'Orsay (80.000 fr. par an) et de Londres (25.000 fr.), ce journal battait de l'aile et aurait pu être acquis pour 200.000 fr. Un membre de la colonie allemande s'était intéressé à l'affaire, mais le syndicat germano-anversois qu'il avait réuni avait finalement estimé que, devenue allemande, l'*Indépendance* serait tombée au rang d'une « petite feuille locale ». Il est regrettable que cette opération

(1) *Petit Bleu* du 13 décembre 1902.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 21 et 23 décembre 1902.

(3) A.A. *id. id.*, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 26 décembre 1905.

(4) A.A. Belgen 53, Belgische Presse, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 27 décembre 1903.

ne se soit pas réalisée, commentait le Ministre : pour le Reich, le déclin de ce journal aurait au moins constitué un résultat intéressant. Du reste l'*Indépendance*, le *Petit Bleu* et le *Soir* exceptés, la presse belge est devenue plus aimable au cours de l'année 1905. Quant aux influences directes que la Légation a pu exercer, elles ont dû se borner à de « petites notes et rectifications » (1).

Lentement, cette impression moins défavorable devait se confirmer. La crise marocaine, rapporte Wallwitz en décembre 1906, a entraîné des « excitations systématiques » du côté de la presse libérale, mais la seconde moitié de l'année a été beaucoup plus calme. Deux causes peuvent expliquer ce revirement : la diminution des subsides français après l'alerte, et la crainte salutaire d'un conflit où la Belgique aurait pu être impliquée ; on peut même dire qu'en dépassant la mesure, la propagande française a obtenu un résultat opposé. Hélas, dans les questions de nationalités, la presse belge se place toujours du côté adverse ; Wallwitz a cependant réussi à faire insérer dans le *Journal de Bruxelles* un article objectif sur la querelle scolaire en Pologne, et la *Métropole*, qui a sous les yeux le labeur pacifique des Allemands d'Anvers, s'est gaussée à maintes reprises de tous ceux qui craignent ce fantôme absurde : le pangermanisme. En général, les journaux catholiques sont très montés contre la France et redoutent le « mauvais esprit » qu'elle exporte au-delà de ses frontières. Il n'y a là, bien sûr, qu'une préoccupation religieuse ; aucune germanophilie n'inspire ces feuilles, mais le résultat tourne au profit de l'Allemagne. C'est l'essentiel (2).

Que faire contre la « pluie d'or et de décorations » qui vient de France ? La même chose ? Ce n'est guère possible. « On me raconte que des collaborateurs d'importants journaux bruxellois se sont exprimés là-dessus avec la plus grande candeur. Ces messieurs sont apparemment d'avis que les décorations doivent leur être conférées d'abord, et que pour les réalisations, on verra ensuite » (3). Il est en effet impossible de concurrencer Paris, rétorqua Bülow, mais on peut envisager l'octroi de décorations et de petits encouragements : « Chaque fois que Votre Excellence estimera qu'il est possible, sans dépenses exagérées, de promouvoir nos

(1) A.A. *id. id.*, vol. 5, Wallwitz à Bülow, 26 décembre 1905.

(2) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 31 décembre 1906 et 30 décembre 1907.

(3) A.A. *id. id.*, vol. 6, 31 décembre 1906.

intérêts dans les journaux belges, je la prie de me le faire savoir par écrit ou même, à l'occasion, par télégramme » (1).

L'*Étoile Belge* était considérée comme souvent aimable ; le *Soir* était en nette amélioration ; quant au *Journal de Bruxelles*, il se montrait raisonnable et objectif à l'égard de Berlin, sauf dans les questions religieuses (2).

Les changements qui se produisirent en 1908 dans la direction du *Petit Bleu* n'échappèrent pas au représentant du Reich. On sait que Gérard Harry quitta ce journal parce que « certain actionnaire nouveau et tout-puissant » prétendait faire cesser sa campagne contre le régime des jeux (3). On avait deviné qu'il s'agissait de Georges Marquet (4), et on avait admiré la noble indépendance de cet incorruptible rédacteur en chef. L'opinion de Wallwitz n'est pas aussi favorable :

« Le *Petit Bleu*, écrit-il, qui avait joué un rôle assez important jadis, ne faisait plus ses frais. La société a été réorganisée. Marquet, l'ancien concessionnaire de la salle de jeux d'Ostende, serait devenu principal actionnaire. Gérard Harry... s'en est allé. Quant à la feuille elle-même, elle passe pour vénale, aujourd'hui comme hier » (5).

De fait, si on incline à croire que la virulente campagne du *Petit Bleu* en faveur des Boers n'avait pas été entièrement désintéressée, on possède l'aveu écrit des liens financiers qui unirent ce journal à l'État Indépendant. Les accusations de Vandervelde, du commandant Le-maire et de la *Dernière Heure* firent grand bruit à l'époque (6).

Notre documentation allemande ne relève pas ces querelles. Par contre, la Légation se porte presque garante de l'*Étoile Belge* ; ce « plus considérable des organes libéraux » est dirigé par un homme « que sa fortune met

(1) A.A. *id. id.*, vol. 6, Bülow à Wallwitz, 8 mars 1907.

(2) A.A. Belgen, 53, Belgische Presse, vol. 6, Wallwitz à Bülow, 30 décembre 1907.

(3) G. HARRY, *Mémoires*, Bruxelles 1927, tome I, pp. 64 et 150.

(4) Georges Marquet, remarquable figure de self-made-man entreprenant, d'homme d'affaires et de mécène, était né à Jemeppe-sur-Meuse le 19 septembre 1866. Également propriétaire de l'*Etoile Belge* après la mort de Madoux et député d'Ostende, il mourut à Nice le 27 mars 1947.

(5) A.A. Belgen 53, Belgische Presse, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909.

(6) *Annales Parlementaires*. Chambre, séance du 20 février 1906. *Petit Bleu* du 21 février 1906. *Dernière Heure* du 17 juillet 1907, des 18, 19 et 21 septembre 1907. Il en ressort que Gérard Harry avait touché, par versements semestriels, une somme totale de 9.000 frs.

à l'abri des influences étrangères ». Il a aussi « d'étroites relations avec la Cour » ⁽¹⁾. L'*Étoile* est indépendante :

« Je ne veux pas dire par là qu'elle néglige de petites affaires, mais elle ne s'y prête qu'à titre de réclame, à tant la ligne. En revanche, je ne puis partager l'opinion généralement répandue selon laquelle il faudrait expliquer la congophilie de ce journal, au cours des dernières années, par les subventions de l'État Indépendant, c'est à dire du Roi Léopold lui-même » ⁽²⁾.

Le chargé d'affaires était trop indulgent, peut-être parce que Madoux, très homme du monde, avait d'excellents rapports de société avec les diplomates de la rue Belliard. En réalité, l'*Étoile Belge* était, dans toute la force du terme, l'organe officieux de l'État Indépendant ⁽³⁾, et il est difficile d'admettre que ces liens aient pu être désintéressés ⁽⁴⁾. Quoi qu'il en soit, le chargé d'affaires du Reich en louait le ton de bonne compagnie, les prises de position libérales n'adoptant jamais le caractère de « déplaisantes attaques personnelles ». Hélas, même ce journal bien élevé tombait dans le travers commun : « une paire de ciseaux bien aiguisée, un bon pot de colle », et voilà plusieurs colonnes sur le meeting aérien de Reims, alors que le voyage triomphal du Zeppelin était rejeté en trois lignes de rubrique sportive, et trois lignes inexactes par dessus le marché ! De plus, ce journal, qui recevait depuis des années des lettres tendancieuses de Strasbourg, venait d'engager dans sa rédaction bruxelloise l'auteur des chroniques en question : un nommé Kubler ⁽⁵⁾, également

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909. Alfred Madoux, né à Saint-Josse-ten-Noode le 30 janvier 1870, avait succédé à son père en 1904. Il devait diriger l'*Étoile Belge* jusqu'à sa mort, le 7 juin 1928.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 7, Reuss à Bethmann-Hollweg, 18 septembre 1909.

(3) On en trouvera un curieux exemple dans les documents du Musée de la Dynastie, sous la date du 23 novembre 1906 : un article écrit de la main du Roi, revu par le Baron de Cuvelier, puis inséré, sans signature bien entendu, sous la rubrique « Congo » dans l'*Étoile Belge* du lendemain.

(4) Il n'existe pas de preuve formelle d'une rémunération, mais la correspondance Liebrechts-Léopold II, conservée au Ministère des Colonies, montre que Madoux prenait et exécutait, avec une docilité absolue, les ordres du Bureau de la Presse de l'E.I.C. (Précision communiquée par M. Jean Stengers, que nous remercions ici globalement : c'est lui qui nous a suggéré cette étude, et il en a suivi l'élaboration avec une attentive amitié).

(5) L'état-civil de Bruxelles n'a pu nous fournir aucun renseignement sur ce Kübler.

collaborateur au *Journal de Paris*, et que les autorités d'Alsace-Lorraine avaient dû expulser ⁽¹⁾.

Le *Journal de Bruxelles* avait fusionné avec le *XX^e Siècle*, organe du Ministre Helleputte et du Cabinet tout entier. Le *Patriote* s'était « fait du tort dans l'affaire congolaise », mais il restait digne de considération à cause de ses liens avec Beernaert. Le *Journal du Matin*, congophile et objectif dans les questions allemandes, n'avait vécu que peu de mois. L'*Indépendance Belge*, disait-on, n'était plus soutenue par le Quai d'Orsay ; l'influence de Solvay se manifestait par une couleur plus pacifiste et par un certain effort d'objectivité ⁽²⁾. Un an plus tard, dans un de ses derniers rapports, Wallwitz devait revenir sur ce journal ; un des principaux rédacteurs, écrivait-il, avait manifesté l'intention de le voir. Il doutait cependant que cet entretien aboutît à un quelconque résultat : à en juger par les subsides reçus de Paris, on devait s'attendre à des exigences trop élevées ⁽³⁾. Quant à la « vieille *Gazette* », c'était toujours « la feuille la plus honnête de Bruxelles, inaccessible à la corruption ». Sa francophilie n'était qu'une expression de ses idées libérales : vis-à-vis de Berlin, elle était correcte. En général du reste, c'est toute la presse belge qui, vers la fin du séjour de Wallwitz, montrait à cet égard un réel souci de justice. Le Ministre ne désespérait pas de voir se réaliser un sérieux rapprochement, non pas à la suite de maladroites pressions extérieures, mais « grâce à une meilleure compréhension se développant d'elle-même, par l'intérieur » ⁽⁴⁾.

Il eût été humain qu'au terme de sa mission, Wallwitz forçât quelque peu la note, afin de s'attribuer les mérites de cette heureuse évolution. En fait, les rapports de son successeur Flotow ⁽⁵⁾ ne sont guère moins favorables, compte tenu, bien sûr, du fait que notre francophilie étant

(1) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 7, Reuss à Bethmann-Hollweg, 18 septembre 1909.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909.

(3) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 7, Wallwitz à Bethmann-Hollweg, 26 janvier 1910.

(4) A.A. *id. id.*, vol. 7, Wallwitz à Bülow, 21 janvier 1909.

(5) Hans von Flotow, né à Felsenhausen le 10 septembre 1862. En 1893 secrétaire à Washington, puis Dresde ; conseiller à la Haye en 1898, puis au Vatican et à Paris ; en 1908, Ministre plénipotentiaire à l'administration centrale, puis à Bruxelles en 1910. Ambassadeur à Rome de 1913 à 1915. Décédé le 19 décembre 1935 à Berlin.

considérée par la rue Belliard comme acquise et indéracinable, les efforts d'objectivité à l'égard du Reich, relativement nombreux, étaient aussitôt accueillis et salués avec une grande satisfaction.

L'*Indépendance*, remarqua Flotow dans son premier rapport annuel, perd constamment du terrain. Elle aurait disparu depuis longtemps si elle était privée des subventions parisiennes et si Solvay, « par vanité », ne comblait pas tous les ans son déficit ⁽¹⁾. Le Ministre Davignon l'appelait *La Dépendance Française* ⁽²⁾ — une vieille plaisanterie apparemment toute neuve pour les oreilles de Flotow. Sans être devenu germanophile, loin de là, le *Soir* glissait moins fréquemment que jadis de perfides entrefilets dans sa « Petite Gazette » ⁽³⁾. L'*Étoile Belge* était convenable ; elle avait même épousé le point de vue allemand dans la question du Maroc. La chose était claire : Madoux, que Flotow rencontrait souvent dans le monde, rêvait d'obtenir une décoration. Il faudrait bien un jour en arriver là, surtout si l'on considérait la longue liste — ci-jointe — des distinctions françaises récemment octroyées à des journalistes belges ⁽⁴⁾. Le *Soir* et la *Gazette* avaient depuis peu un correspondant allemand : c'était « le Juif berlinois Feibelman, peu patriote et de tendances radicales ». A cet égard, la « pénétration pacifique » de la France, outre ses arguments honorifiques et financiers, s'exerçait d'une manière fort simple : les principaux rédacteurs belges étaient aussi correspondants — appointés — de journaux parisiens, et ils avaient donc un intérêt personnel à ménager leurs employeurs. La conclusion de Flotow était un peu courte : il fallait des décorations, beaucoup de décorations ⁽⁵⁾.

Une fois encore, on retourna ces problèmes de presse dans le bureau du secrétaire général, au Ministère des Affaires étrangères, en décembre 1913. Le Baron van der Elst ⁽⁶⁾ donna pleinement raison au Prince Hatzfeld,

(1) A.A. *id. id.*, vol. 7, Flotow à Bethmann-Hollweg, 6 janvier 1911.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 7, Flotow à Bethmann-Hollweg, 10 mars 1912.

(3) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 7, Flotow à Bethmann-Hollweg, 6 janvier 1911.

(4) A.A. *id. id.*, Vol. 7, Flotow à Bethmann-Hollweg, 30 janvier 1912.

(5) A.A. *id. id.*, vol. 7, Flotow à Bethmann-Hollweg, 10 mars 1912.

(6) Né à Bruxelles le 6 janvier 1856, le Chevalier puis Baron Léon van der Elst était entré au Cabinet du Ministère de l'Agriculture en 1884, puis à celui de l'Intérieur en 1889. Aux Affaires étrangères, il fut chef de Cabinet de 1895 à 1905, secré-

chargé d'affaires allemand. Il alla même jusqu'à lui mettre sous les yeux une note confidentielle, rédigée par les services du Département. Cette note déplorait la passivité de la Wilhelmstrasse. « Pourquoi le Gouvernement du Reich ne subsidiait-il pas à Bruxelles, comme le faisait le Quai d'Orsay, un journal qui exprimerait ses vues, et qui exercerait par la même occasion une heureuse influence sur les autres quotidiens ? » Van der Elst répéta que lui-même faisait tout son possible. Il avait donné ordre que les traductions d'articles allemands, faites au Ministère pour l'usage administratif, fussent transmises au *Journal de Bruxelles* et au *XX^e Siècle*. « Personnellement », le diplomate belge pensait aussi qu'il était fort désirable « qu'un subside allemand fût attribué à un journal bruxellois ; il me cita même la libérale *Gazette* qui, à sa connaissance, n'avait pas encore été touchée par un soutien français ». Hatzfeld conseillait au Chancelier une autre solution. Ne pourrait-on pas « influencer l'un ou l'autre correspondant belge à Berlin » ? Jusqu'à présent, ces messieurs se contentaient de puiser leurs inspirations dans le *Berliner Tageblatt*, quand ce n'était pas carrément dans la presse française ! Le chargé d'affaires tenait pour assuré que des correspondances germanophiles seraient accueillies : l'*Étoile Belge*, par exemple, ne venait-elle pas de publier une lettre de Vienne sur la crise des Balkans — lettre qui de toute évidence, avait été rédigée au Ministère autrichien des Affaires étrangères ? ⁽¹⁾.

Dès le lendemain de son arrivée, le nouveau Ministre d'Allemagne von Below-Saleske ⁽²⁾ se pencha sur la question. Il prit l'avis de son conseiller, le Prince Hatzfeld, et l'autorisa à se mettre en rapport avec le personnage le plus considérable de la colonie allemande à Bruxelles : Fritz Hochheimer, administrateur des grands magasins Tietz ⁽³⁾. Hochheimer

taire général jusqu'en 1917, Ministre à Madrid 1917-19. Il mourut à Ixelles le 23 mai 1933.

(1) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 8, Hatzfeld à Bethmann-Hollweg, 27 décembre 1913.

(2) Claus von Below-Saleske, né à Saleske le 8 avril 1866, décédé à Berlin le 14 août 1939. Entré dans la Carrière en 1891, il avait connu des postes assez mouvementés, puisqu'il s'était trouvé à Pékin en 1900 et à Constantinople au moment de la révolution. Sa mission à Bruxelles fut brisée par la guerre au bout de quelques mois. Après avoir servi en Roumanie occupée, il quitta la vie publique en 1918.

(3) Fritz Hochheimer, né à Elberfeld le 6 mars 1874, s'installa d'abord à Anvers,

avait de nombreuses relations, et les directeurs de journaux, en particulier, le traitaient toujours avec une grande amabilité : n'avaient-ils pas avec lui des contrats de publicité portant sur une somme annuelle de 250.000 fr ? ⁽¹⁾ Below, pour sa part, envisageait une pression sur les correspondants belges à Berlin, mais ce qu'il en savait n'était guère encourageant. Il n'en connaissait que deux : René Feibermann (*Étoile Belge, Gazette et Soir*) et Léonard Van den Branden (*Petit Bleu*) ⁽²⁾. Ce dernier, le Ministre ne lui attachait qu'une minime importance et, du reste, le *Petit Bleu* n'était pris au sérieux par personne. Quant à Feibermann, il était très anti-allemand et lié, pour comble, avec des députés socialistes de Berlin ⁽³⁾.

Il ressort de nos recherches, comme nous l'avons dit, que Feibermann était Américain, et qu'il était né à Calais le 26 novembre 1885. Établi à Bruxelles en 1902 avec sa mère et sa sœur aînée, il semble avoir commencé tout jeune à gagner son pain comme employé au Bureau de la Presse de l'État Indépendant ⁽⁴⁾. Cette première formation ne lui laissa apparemment que des impressions négatives, à en juger par les deux articles très antiléopoldiens qu'il donna en 1910 à la *National Review* ⁽⁵⁾. Dès 1908, il avait publié dans la même revue un article d'une véhémence germanophobie, au titre assez explicite : « Belgium in the grip of Germany » ⁽⁶⁾. Vers la même époque, il était entré à l'*Indépendance*, avait décroché la représentation du *Daily Telegraph* et de l'*Associated Press* ⁽⁷⁾ et avait écrit en 1911 une suite bien connue de monographies sur l'histoire de la presse bruxelloise ⁽⁸⁾. Fin 1911, il était parti pour Berlin,

puis en 1909 à Ixelles. Il quitta sans doute la Belgique en novembre 1918, puisque l'état-civil le raya d'office en février 1920.

(1) A. A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 8, Below à Bethmann-Hollweg, 28 mars 1914.

(2) Nous ne sommes pas parvenu à identifier ce Van den Branden.

(3) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 8, Below à Bethmann-Hollweg, 28 mars 1914.

(4) Voir, en effet, l'article nécrologique qu'il consacra à Ferdinand Goffart dans l'*Écho Belge* du 16 octobre 1917 : 'J'ai connu Goffart depuis plus de dix ans. J'ai travaillé sous ses ordres à un moment donné... c'était un chef sévère mais un chef juste'.

(5) 'Belgium's new ruler, Albert I' et 'Léopold II and Albert I' (*National Review*, janvier et novembre 1910).

(6) *National Review* de septembre 1908.

(7) Patris : *Annuaire...*, édition de 1908, p. 205.

(8) R. FEIBELMANN : *L'évolution de la presse bruxelloise*, Bruxelles 1911.

d'où il envoyait des lettres aux journaux belges et au très germanophobe *Daily Express*. Pendant la guerre, il devait collaborer à l'*Écho Belge*, quotidien publié en Hollande ⁽¹⁾. On comprend que Below se soit montré sceptique sur le degré d'influence qu'il serait possible d'exercer sur un homme qui, jusque-là, ne s'était pas montré très grand ami de l'Allemagne, et qui devait être socialiste par dessus le marché.

Quoi qu'il en soit, le conseiller de la Légation eut un long entretien avec Fritz Hochheimer. Ce dernier ne demandait qu'à se rendre utile : il dressa aussitôt un véritable plan de combat dont l'énoncé nous a paru si intéressant à divers égards, que nous avons cru pouvoir le traduire *in-extenso*, en annexe de ce travail.

La lettre qu'il écrivit le jour même à Hatzfeld confirme notre impression : les choses s'étaient bien améliorées depuis le passage de Wallwitz, et la presse belge dans son ensemble n'était pas défavorable au Reich. On était loin, en 1914, de la situation décrite au début de ces pages. Les journaux catholiques et gouvernementaux n'étaient « pas mal disposés » ; les feuilles anversoises, catholiques et libérales, affichaient une « neutralité bienveillante » ; les organes flamands étaient amicaux. L'*Étoile Belge* était « impartiale ». D'autres, comme la *Dernière Heure*, étaient francophiles bien sûr, mais « sans méchante intention ». Hochheimer ne parlait ni de l'*Indépendance*, ni du *Petit Bleu*, considérés sans doute comme vendus au Quai d'Orsay : une situation acquise et admise, sur laquelle il était inutile de revenir.

Comment faire, se demandait Hochheimer, pour accroître l'influence allemande sur cette presse ? Acheter un journal, la *Gazette* par exemple ? C'était possible, mais l'opération entraînerait des dépenses considérables. Restaient deux solutions, applicables la première aux organes neutres et bienveillants, la seconde aux journaux francophiles comme par exemple le *Soir*. Aux premiers, l'*Auswärtiges Amt*, bailleur de fonds qui resterait soigneusement dans la coulisse, pourrait fournir des correspondants berlinois gratuits. En ce qui concerne les seconds, une manœuvre plus astucieuse était proposée. Hochheimer n'en était pas l'inventeur, puisque la France, disait-il, l'appliquait déjà avec de bons résultats. On

(1) La carrière de ce journaliste actif et prometteur a été prématurément brisée : il est mort en 1920. (Remercions ici M. Lionel Bertelson, qui nous a communiqué ce renseignement).

offrirait à quelques importants journalistes belges la représentation grassement rémunérée de feuilles berlinoises. C'est encore la Chancellerie du Reich qui, par ricochet et sans que les bénéficiaires s'en doutent, assumerait la charge de ces traitements. Il est clair que ces chaînes dorées maintiendraient les intéressés dans les voies de la plus louable modération. Enfin, une opération du même genre pourrait neutraliser Feibelman, tandis qu'on gagnerait le directeur bruxellois de l'agence Havas par quelques « amabilités » appropriées.

Certains passages de cet exposé peuvent paraître — et ils parurent en effet — exagérément optimistes. Il y avait cependant là des idées à retenir et, tel qu'il était, rédigé dans un style très « à la hussarde » Below le transmit à Berlin en l'appuyant ⁽¹⁾. Quinze jours plus tard — la réponse de Berlin n'était pas encore parvenue — la rue Belliard adressait à Bethmann-Hollweg copie d'une nouvelle lettre d'Hochheimer. Le chef de la maison Tietz avait rencontré par hasard à Blankenberghe le principal rédacteur du *Soir*, Edmond Patris. Il lui avait parlé en termes vagues d'un grand journal berlinois qui serait disposé à payer 6.000 fr. un bon correspondant, mais il faudrait qu'il fût de nationalité belge, les Allemands n'étant guère introduits auprès des autorités. Patris avait remercié son interlocuteur d'avoir pensé à lui et avait accepté en principe. En effet, avait-il remarqué, « tel Allemand que je connais ne reçoit ses informations que du député Lorand ; moi, quand une nouvelle me semble invraisemblable, je donne aussitôt un coup de téléphone au Ministre compétent, ou au secrétaire du Roi » ⁽²⁾.

De ce côté, l'hameçon si bien camouflé semblait donc avoir pris. Mais Hochheimer s'était trop avancé. La réponse de Bethmann-Hollweg montra que la Chancellerie n'entendait pas se laisser entraîner aussi loin.

« Les propositions de M. Hochheimer, répondit Berlin le 23 mai, semblent fort dignes de considération, mais elles ne fournissent pas de base adéquate pour la collaboration de l'Auswärtiges Amt : dans son projet, la discrétion nécessaire serait impossible à obser-

(1) A.A. Belgien 53, Belg. Presse, vol. 8, Below à Bethmann-Hollweg, 28 mars 1914 et (voir annexe) Hochheimer à Hatzfeld, 26 mars 1914.

(2) A.A. *id. id.*, vol. 8, Below à Bethmann-Hollweg, 14 avril 1914 et lettre de Hochheimer jointe à ce rapport. - L'allusion faite ci-dessus par Edmond Patris vise de toute évidence Rudolf Neter.

ver. Cette remarque vaut en particulier pour les offres que l'on propose de faire à MM. Patris et Feibermann. On ne trouverait pas en Allemagne de quotidien qui fût disposé à payer un gros traitement à ces deux messieurs, et l'intervention financière de l'Auswärtiges Amt risquerait d'avoir de graves conséquences. Du reste, il semble peu vraisemblable qu'on puisse de cette manière influencer durablement le journal de M. Patris en notre faveur. Quant à M. Feibermann, tout ce qu'on sait de lui, de même que sa collaboration au germanophile *Daily Express*, nous le montre si engagé dans le camp adverse, qu'une tentative pour entrer en contact avec lui serait déjà de nature à nous découvrir dangereusement. - Par contre, je suis prêt à fournir un correspondant berlinois à un journal de Bruxelles et à un journal d'Anvers ».

Et Bethmann-Hollweg citait pour ce poste le nom d'un écrivain connu. Pour terminer, il autorisait la rue Belliard à souscrire un abonnement à l'agence Havas, ce qui ne pourrait que mieux disposer le directeur de cet organisme ⁽¹⁾.

On était à deux mois de la guerre. Les choses en restèrent donc là.

Nous arrivons ainsi à la conclusion d'une étude peut-être un peu disparate et de toute façon bien incomplète. Notre but était double. Apporter, grâce aux témoignages de la rue Belliard, quelques précisions sur la vie du monde journalistique de Bruxelles entre 1887 et 1914. Ces précisions, nous les avons contrôlées et complétées de notre mieux. Quelques jalons se trouvent ainsi posés ; les futurs historiens de la presse pourront les utiliser ou en rectifier l'agencement à la lumière d'autres textes. Pour ce qui est de notre second but : mesurer, peser l'influence que l'Allemagne a pu exercer sur nos feuilles quotidiennes, nos conclusions seront plus prudentes encore. Un jugement ne pourrait être porté qu'après un dépouillement exhaustif des journaux, après une étude approfondie de toute l'histoire générale des rapports belgo-allemands. Cette histoire n'est pas encore écrite.

Risquons-nous cependant à faire une constatation : entre nos deux dates-limites, l'attitude de la presse belge à l'égard de l'Allemagne s'était incontestablement améliorée. Wallwitz, dans sa sagesse, avait vu clair, lorsqu'il avait déclaré attendre les plus sûrs résultats d'une « meilleure compréhension se développant d'elle-même, par l'intérieur ».

(1) A.A. Belgien 53, Belgische Presse, vol. 8, Bethmann-Hollweg à Below, 23 mai 1914.

Notre Ministère des Affaires étrangères, soucieux d'offrir aux principaux garants le même visage également irréprochable, n'avait cessé de déplorer la francophilie trop unilatérale d'une partie de nos journaux — partie très large en 1887, plus réduite en 1914. Pour y porter remède, il avait fait tout son possible — et même davantage, témoin l'affaire Gantier. Quant à l'Allemagne, il faut bien reconnaître que ses efforts avaient été nuls ou très timides. Seul, Bülow avait eu quelques velléités à peine suivies d'exécution ou vite découragées par le premier obstacle matériel. Au cours de notre dépouillement des archives de l'Auswärtiges Amt, nous avons trouvé un dossier « confidentiel » intitulé « Belgique. Subventions secrètes à la presse ». On imagine que nous l'avions ouvert avec une certaine hâte ! Hélas, il ne concernait que de bien modestes et bien légitimes mensualités à l'hebdomadaire de la colonie allemande d'Anvers... Si l'on fait abstraction d'un ou deux cas sans importance, jamais la Légation ne semble avoir « payé » un journal belge pour le bien disposer en faveur du Reich. Nous avons relevé quelques contacts personnels, quelques menues rectifications, et c'est tout.

Du reste, que se passa-t-il vingt-cinq ans plus tard, au moment où régnait à Berlin un régime qui avait élevé l'art de la propagande à un niveau insoupçonné, un régime qui passait pour cultiver ses « cinquièmes colonnes » dans toutes les capitales étrangères ? On sait qu'à partir de 1936, le III^e Reich a subventionné certains de nos journaux. Mais dans quelle maigre mesure ? Une aumône au *Pays Réel*, une mensualité infime à *Volk en Staat* (1).

La question monte aux lèvres : pourquoi cette réserve ? Eh bien sans doute pour plusieurs raisons. En général, l'Allemagne s'est toujours montrée moins soucieuse que d'autres de se sentir « aimée » à l'étranger ; d'où une moindre tendance (la remarque peut sembler paradoxale) à « rétribuer » ces affections. Ensuite et pour en revenir avant 1914, il est clair qu'il eût fallu, pour combattre la francophilie bruxelloise, jeter dans la balance de très gros, de trop gros moyens. Le but en valait-il la peine, et ce but était-il seulement accessible ? Il était permis d'en douter. Pour autant qu'on connaisse l'idée que les dirigeants du II^e Reich se faisaient de la réaction de la Belgique, au cas où sa frontière serait vio-

(1) J. WULLUS-RUDIGER : *En marge de la politique belge 1914-1956*. Bruxelles, 1957, pp. 230, 241-242.

lée, on était persuadé à Berlin (surtout, ô nouveau paradoxe, depuis l'avènement du Roi Albert) que notre résistance serait nulle ou symbolique. Pourquoi se donner tant de mal ? Si une guerre devait éclater, elle créerait à Bruxelles une situation de fait devant laquelle, bon gré mal gré, les Belges n'auraient qu'à s'incliner. Au contraire, la francophilie de notre presse donnait au Reich des arguments, et à sa Légation de Bruxelles des sujets de conversation... Enfin, si l'on embrasse toute la politique extérieure de l'ère bülowienne, n'y trouve-t-on pas un singulier mélange de réelle correction et d'excès de confiance frisant le laisser-aller avec, de temps à autre, le coup de semonce d'un geste brutal ? La Wilhelmstrasse avait-elle son but clair et déterminé, poursuivi à travers tous les obstacles et par les mille cheminements d'un réseau étendu, un but qui eût nécessité la culture de relations et d'atmosphères favorables destinées à servir tôt ou tard ? Nous pouvons nous tromper, mais jamais le Prince de Bülow, diplomate aimable et adroit, ni Bethmann-Hollweg, consciencieux fonctionnaire, ne nous semblent avoir porté leurs regards si loin.

Jacques WILLEQUET.

ANNEXE

Fritz HOCHHEIMER
à S.A.S. le Prince Hatzfeld Trachenberg.

Bruxelles, le 26 mars 1914.

Comme suite à notre entretien d'aujourd'hui, j'ai l'honneur d'exprimer à Votre Altesse Sérénissime, par écrit, mon opinion sur les différents points que nous avons discutés.

En ce qui concerne tout d'abord la *Gazette*, il s'agit sans doute, grâce à la qualité de ses lecteurs, d'un journal très considéré, mais son tirage est relativement médiocre — peut-être 10 à 20.000 — et à cet égard, il a dû se produire au cours des dernières années plutôt une régression qu'un progrès, de sorte qu'on ne devrait guère s'attendre à une influence appréciable en notre faveur. Du reste, on ne pourrait guère envisager que l'acquisition d'un tel journal, sous l'une ou l'autre forme, de sorte qu'on devrait y investir tous les ans une grosse somme ; pour relever un quotidien comme la *Gazette* et lui donner un niveau conforme aux goûts de notre époque, il faudrait le soutenir avec énergie pendant cinq ou six ans, le répandre par des abonnements gratuits ou bien, à la manière des *General-Anzeiger* allemands, arriver à concurrencer avec succès les grands quotidiens en offrant un prix d'abonnement très bas.

Il y a un an déjà, lorsque la *Chronique* était chancelante, j'avais envisagé avec quelques compatriotes de gagner à l'influence allemande ce journal qu'on aurait pu acheter à un prix relativement peu élevé. Nous avons alors considéré qu'une dépense annuelle de 80 à 100.000 fr. était indispensable, si l'on voulait arriver à mettre une feuille de ce genre à un niveau convenable. Au surplus, ce projet n'aboutit point, déjà parce qu'un homme politique belge avait racheté la majorité des actions, et qu'il utilise maintenant le journal à son profit.

Pour en revenir à la *Gazette*, une influence sur l'un ou l'autre de ses rédacteurs pourrait évidemment s'exercer, mais si l'on considère son peu d'abonnés et la minceur de sa vente au numéro, cette manière de faire me paraît beaucoup moins intéressante qu'une action du même genre qui s'exercerait alors sur d'autres journaux bien plus répandus. Si d'emblée nous éliminons les feuilles catholiques et gouvernementales — qui de toute façon ne sont pas mal disposées à notre égard — on ne pourrait envisager à Bruxelles que le *Soir*, qui possède avec ses 175.000 exemplaires le plus fort tirage de Belgique, et aussi l'*Étoile* qui, malgré son tirage de 40.000 seulement, est très considérée, et dont l'avis, relativement impartial en matière de politique internationale, a un certain poids.

Il ne faut pas songer à la *Dernière Heure* parce que ce journal devenu maintenant si considérable, et qui doit bien dépasser les 100.000 exemplaires, mène une politique belge véritablement indépendante ; s'il penche plutôt vers la France que vers l'Allemagne, il n'y a dans son cas aucune méchante intention ; l'attitude de ses rédacteurs et propriétaires principaux leur est plutôt dictée par une éducation toute imprégnée de culture française.

En ce qui concerne le *Soir*, il n'est naturellement pas concevable qu'on puisse agir sur son propriétaire ; grâce à ses annonces, il a conquis le plus fort tirage des journaux belges, et il est donc tout à fait indépendant. On dit que le *Soir* rapporte tous les ans à peu près un demi-million de francs. Le rapport d'importance entre le *Soir* et la *Gazette* se manifeste déjà dans leurs tarifs d'annonces. Le *Soir* se fait payer 30 centimes la ligne et la *Gazette* 4 centimes ; ces chiffres sont en proportion avec les tirages. En revanche, on pourrait obtenir un résultat du côté de la direction. Moi aussi, je suis d'avis que la tendance française, qui y prédomine aujourd'hui, s'explique par le fait que des rédacteurs du *Soir* sont aussi rédacteurs, c'est à dire correspondants de grands journaux français ; indirectement, le ratelier de l'État français les fait ainsi participer à sa distribution de fourrage.

A mon sens, on pourrait infléchir la politique du *Soir* en offrant à son principal rédacteur, et je songe ici à Edmond Patris, la correspondance d'un journal allemand ; ce poste serait convenablement rétribué, et ainsi on aurait barre sur la tendance politique de ce quotidien, soit de façon automatique, soit par une pression appropriée. Sans éveiller la moindre

défiance, un journal allemand bien considéré pourrait poser comme condition à son correspondant bruxellois qu'il défende les intérêts allemands dans les questions internationales, et même qu'il prenne les directives de son journal allemand.

Avant que cette situation éventuelle lui soit offerte, je me chargerais de discuter avec lui le point de vue politique. A ma connaissance, M. Patris vit sur un assez grand pied. Ses revenus au *Soir* ne dépassent certainement pas les 10.000 fr. Ils doivent donc lui venir d'autres sources, ainsi qu'on a pu le voir lors d'un récent procès qu'il a eu avec un de ses confrères à propos du partage des bénéfices du budget de publicité de l'exposition universelle.

Je doute qu'il soit possible de gagner l'oreille d'un rédacteur de l'*Étoile* ; là, l'influence que le riche propriétaire exerce sur la rédaction est aussi plus puissante.

En dehors du *Soir*, il s'agirait encore, à Bruxelles, de guider vers la bonne direction la feuille libérale flamande, *Het laatste Nieuws*. Dans ce cas-ci, l'idée préconisée par l'Auswärtiges Amt pourrait se laisser exécuter. Je suis convaincu que son propriétaire, M. Hoste, acceptera aussitôt le correspondant gratuit à Berlin que je lui offrirais.

On peut dire la même chose des trois ou quatre plus importants journaux d'Anvers. Il s'agirait ici, côté libéral, du *Matin* et de la *Nieuwe Gazet*, et, côté catholique, de la *Gazet van Antwerpen* avec sa feuille française la *Presse*, du *Handelsblad* et de la *Métropole*. Le propriétaire du *Matin*, M. De Cauwer, est avant tout un homme d'affaires ; comme son journal adopte même sans cela une attitude amicale à l'égard de l'Allemagne — ou en tout cas une neutralité bienveillante, — il ne verrait certainement aucune objection à recevoir un correspondant berlinois qui, par dessus le marché, ne lui coûterait rien.

J'en dirai autant de M. Florent Burton, propriétaire et rédacteur en chef de la *Nieuwe Gazet*. C'est un ami déclaré de l'Allemagne, et il accepterait tout de suite.

J'attends la même chose de la *Gazet van Antwerpen* et de la *Presse*. Comme ces messieurs, avec leur gros tirage, sont plus indépendants de leur clientèle, si une résistance devait se manifester sous l'une ou l'autre forme, on pourrait faire exercer une pression par le Ministère belge, ou bien faire intervenir, du côté allemand, une personnalité du parti du Centre.

Je pourrais visiter personnellement les journaux anversois ; gros client de leur service de publicité, je suis assuré du meilleur accueil.

En ce qui concerne maintenant M. René Feibelmann, de Berlin, je connais ce monsieur, comme je l'ai dit, depuis 18 ans à peu près. A mon estimation, il a dépassé de peu les 30 ans. Je l'ai quelque peu perdu de vue au cours des dernières années, et je n'ai conservé son souvenir qu'à cause de son activité journalistique. Autant que je sache, sa situation de for-

tune n'est pas brillante, et le travail qu'il effectuait naguère ici, à l'*Indépendance*, devait être bien mal payé. Comme le voilà aujourd'hui à Berlin, nourrissant de sa prose quatre ou cinq journaux belges, il n'y a pas lieu de penser qu'un de ces journaux en particulier lui assure un traitement fixe et suffisant. Je vais essayer de me procurer des indications plus précises sur sa situation financière ; de toute façon la voie à suivre, en ce qui concerne ce monsieur, me paraît être à peu près la suivante :

Je prendrais contact avec mon homme, je lui fixerais rendez-vous à Berlin, et là, je lui dirais : « Mon ami, directeur de tel journal allemand, a suivi votre activité de rédacteur, et il serait désireux de vous engager comme correspondant berlinois de son quotidien ». Je le mettrais alors en rapport avec le monsieur en question, et ce dernier lui dirait en peu de mots : « Il me faut un correspondant berlinois pour mon journal. Votre style me plaît, je suppose qu'il est aussi bon en allemand qu'en français, et je voudrais vous attacher à mon journal pour un traitement de ... Cependant, mon journal travaille selon des principes strictement monarchistes et patriotiques ; il faudrait donc que vous laissiez tomber, dans les articles que vous adressez à des journaux étrangers, tout ce qui rend un son hostile à l'Allemagne, et qu'en général toute votre activité journalistique soit canalisée dans des voies plus modérées ».

Je pense que cette manière d'agir serait couronnée de succès. En tout cas, elle est entièrement dépourvue de danger pour l'*Auswärtiges Amt*. M. Feibelmann, en effet, ne soupçonnerait sans doute rien. Concevrait-il quelque soupçon, et repousserait-il notre proposition pour l'un ou l'autre motif, qu'il n'aurait encore pas la moindre raison d'y subodorer une intervention de notre Gouvernement, et cela d'autant moins que nous avons des connaissances communes par lesquelles j'amorcerais à Berlin la conversation avec lui.

Pour résumer toute l'affaire, voici donc quel est mon point de vue.

En ce qui concerne les journaux et les personnalités, tant du côté catholique que du côté libéral, qui ont adopté une position de neutralité, l'idée conçue par l'*Auswärtiges Amt* de leur fournir gratuitement des correspondants, me paraît juste et réalisable. En second lieu, il y a la presse francophile — à cause des décorations, ou des subventions en argent, ou des postes de correspondants français confiés à des journalistes belges, ou encore, tout arrive, pour des motifs de conviction réelle. Là, les moyens précédents ne suffiraient pas ; il faudrait faire intervenir les espèces sonnantes et trébuchantes, et voici comment : influencer les personnages qui sont influençables en les nommant correspondants belges de journaux allemands et les payer pour cela, qu'ils connaissent l'allemand ou non — cela n'a aucune importance, leurs articles pourraient être traduits en Allemagne.

Du reste, je suppose que le gouvernement français n'a pas adopté une autre méthode. En voilà assez pour cet aspect de la question.

Maintenant, à propos de l'agence Havas, j'ai appris avec satisfaction que l'on n'était plus d'avis de considérer son directeur bruxellois comme hostile par principe à nos intérêts ; je suis heureux de savoir qu'il va obtenir prochainement une décoration allemande.

Je voudrais encore ajouter qu'il y a quelques années déjà, ce M. Hirsch m'a fait observer que la Légation du Reich à Bruxelles était une des seules qui ne fussent point abonnées aux dépêches de l'agence Havas. Peut-être pourriez-vous en parler à l'occasion à Monsieur le Ministre. J'ai déjà mentionné que M. Hirsch dirige son agence Havas en homme d'affaires ; il ne l'utilise d'ailleurs principalement qu'en vue de pratiquer pour son propre compte — et non pas pour le compte de l'agence Havas — une très rémunératrice affaire d'annonces. En tous cas, mon opinion personnelle sur lui, c'est qu'il est un parfait homme d'affaires — d'ailleurs, c'est un Hollandais — et qu'il est accessible aux amabilités de toutes sortes. Néanmoins, dans son cas, je n'irais pas jusqu'à conseiller de versement direct d'argent sans contre-partie.

Je pense avoir ainsi épuisé les points que nous avons envisagés et je reste prêt à fournir tous autres renseignements, dès que l'Auswärtiges Amt aura décidé d'agir dans un sens ou dans l'autre ; si Votre Altesse Sérénissime avait besoin de moi pour l'exécution, je suis, bien entendu, prêt à servir.

Avec mes sentiments de haute considération et d'entier dévouement.

(s) Fritz HOCHHEIMER.